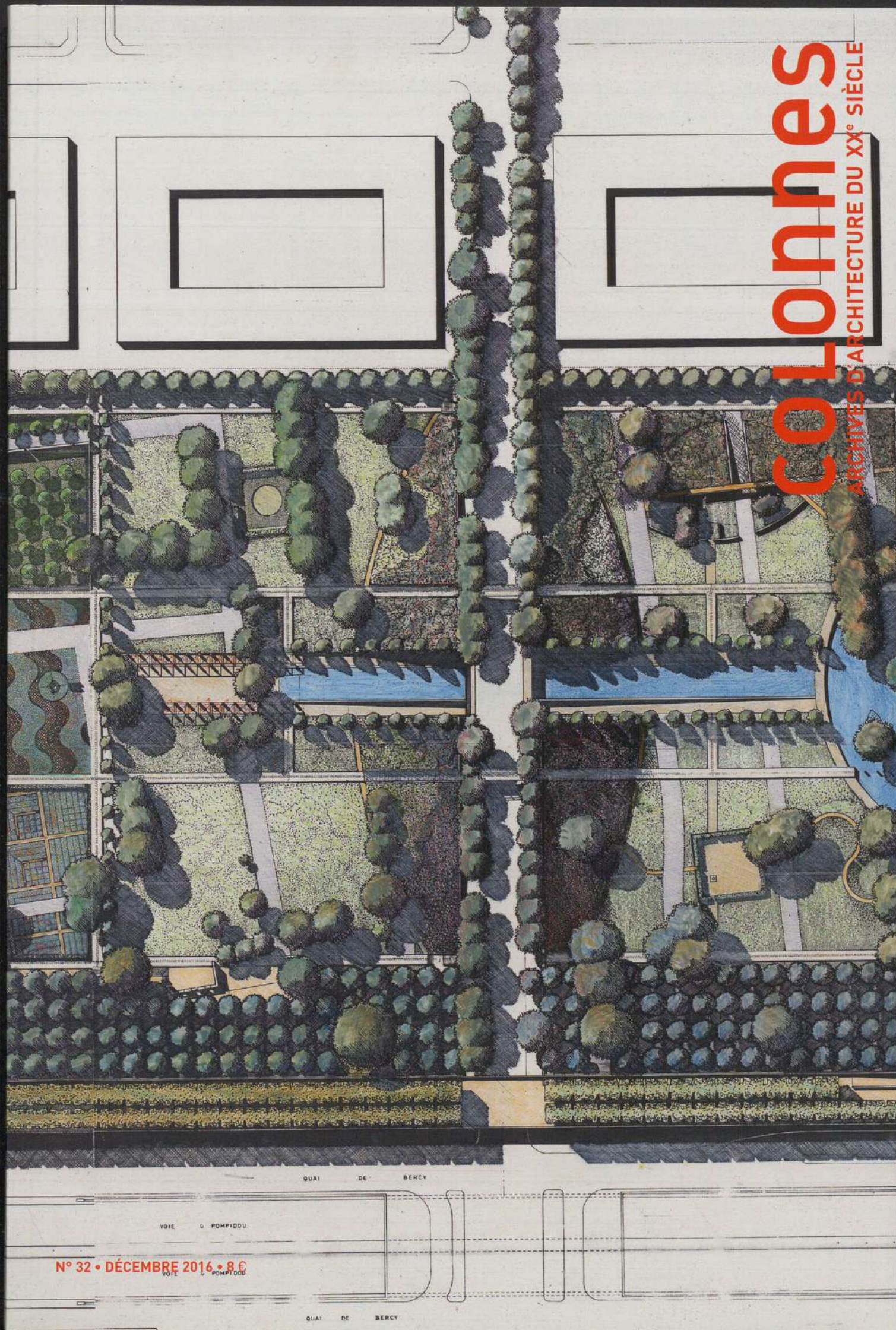


colonnes

ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX^e SIÈCLE



N° 32 • DÉCEMBRE 2016 • 8 €

VOIE G. POMPIDOU

QUAI DE BERCY

QUAI DE BERCY

Dans ce numéro de 2017, pas de dossier thématique mais une série d'expériences à propos d'archives d'architecture en France, pour moitié environ à la Cité de l'architecture et du patrimoine. Les cas présentés vont du recueil d'un fonds à la mise en valeur, avec quelques découvertes inattendues ou focus sur des fonds remarquables (entre autres des fonds administratifs).

En effet, les sources publiques sont fondamentales pour l'histoire de l'architecture. Est ici détaillé l'intérêt des dossiers nominatifs d'agrément des architectes à l'époque de la reconstruction, 12 000 dossiers versés aux Archives nationales en 1977 et désormais classés. Autre ensemble d'origine administrative, les archives sur le bâtiment de l'École nationale supérieure de Lyon, d'Henri et Bruno Gaudin, versées aux Archives du Grand Lyon, montrent comment les dossiers de la maîtrise d'ouvrage peuvent éclairer un projet majeur, y compris en amont du projet, à un stade institutionnel sans doute peu lisible dans les archives des architectes.

À travers les exemples des architectes Denis Sloan et Antoine Grumbach, les Archives nationales du monde du travail décrivent deux cas de collectes d'archives volumineuses, découlant de carrières récemment voire à peine terminées. Les fonds de Jules Criqui aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle et de l'agence de Pierre Kopf et Suzanne Lavignac à celles du Val-de-Marne témoignent de carrières commencées avant-guerre et poursuivies après, dans des contextes très différents (architecture religieuse pour le premier, logement notamment social pour les seconds).

La présentation des fonds reçus en 2015 par la Cité de l'architecture et du patrimoine met en évidence les effets de la saturation durable et presque totale des réserves, situation qui, on l'espère, trouvera une prochaine issue : les fonds reçus sont rares, en général très peu volumineux, et la collection s'accroît surtout par compléments à des dons antérieurs.

Le Centre d'archives d'architecture du *xx^e* siècle a bénéficié de l'appui d'une conservatrice stagiaire pour mieux comprendre avec précision les apports d'un fonds atypique, celui de Boris Maslow, un architecte russe devenu vers 1930 inspecteur des monuments historiques au Maroc. Il a aussi bénéficié du patient travail d'un doctorant pour le classement détaillé des archives fort volumineuses, et longtemps sans instrument de recherche, de Pierre Dufau, l'un des architectes des Trente glorieuses les plus productifs et – pour le moment – les moins bien identifiés.

Également conservées à la Cité de l'architecture et du patrimoine, les très belles archives de Georges-Henri Pingusson vont enfin faire l'objet d'une exposition à l'automne 2017. Son commissaire explique ici comment, depuis une vingtaine d'années, l'œuvre de Pingusson a été montrée par petits fragments, permettant à ce moderne exigeant et discret de ne pas complètement disparaître de l'actualité.

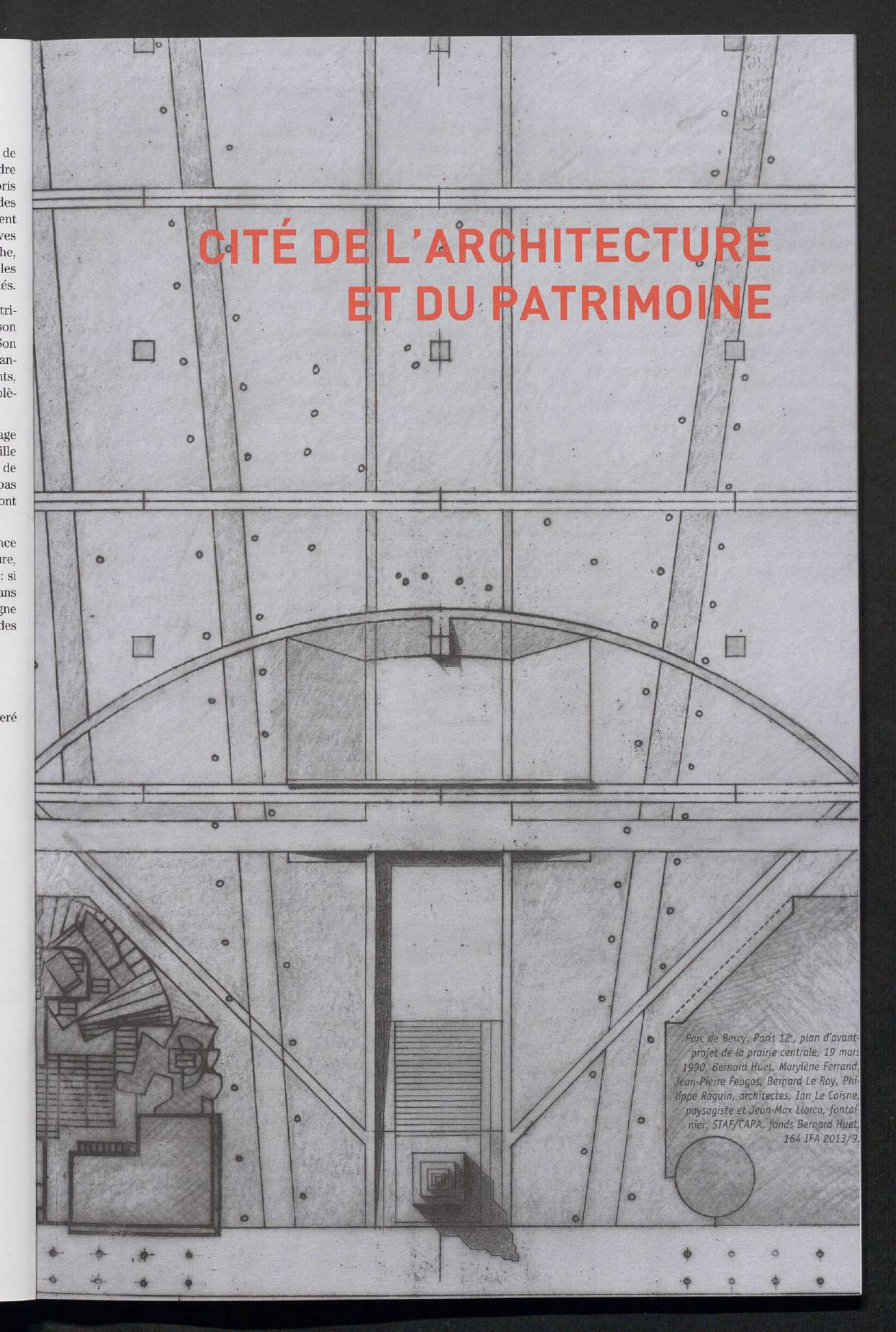
Enfin, à l'occasion de la grande exposition *Tous à la plage* présentée cet hiver à la Cité, l'un de ses commissaires détaille ici l'histoire de la collecte et de l'exploitation des archives de l'architecture balnéaire (celles de ses architectes, mais pas seulement), et montre comment archives et exposition se sont mutuellement nourries.

Chaque livraison de *Colonnes* confirme l'existence en France d'une collecte et d'une exploitation des archives d'architecture, tout en soulignant – comme partout ailleurs – leur fragilité : si les fonds reçus et traités ne sont bien sûr pas tous signalés dans cette revue, le petit nombre des articles de ce numéro témoigne en tout cas d'un réseau toujours bien léger pour la richesse des sources disponibles.

David Peyceré



En couverture :
Parc de Bercy, Paris 12^e, plan d'ensemble de la deuxième phase du concours, n.d., Bernard Huet, Marylène Ferrand, Jean-Pierre Feugas, Bernard Le Roy, Philippe Raguin, architectes, Ian Le Caisne, paysagiste et Jean-Max Llorca, fontainier. SIAF/CAPA, fonds Bernard Huet, 164 IFA 2013/9.



CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

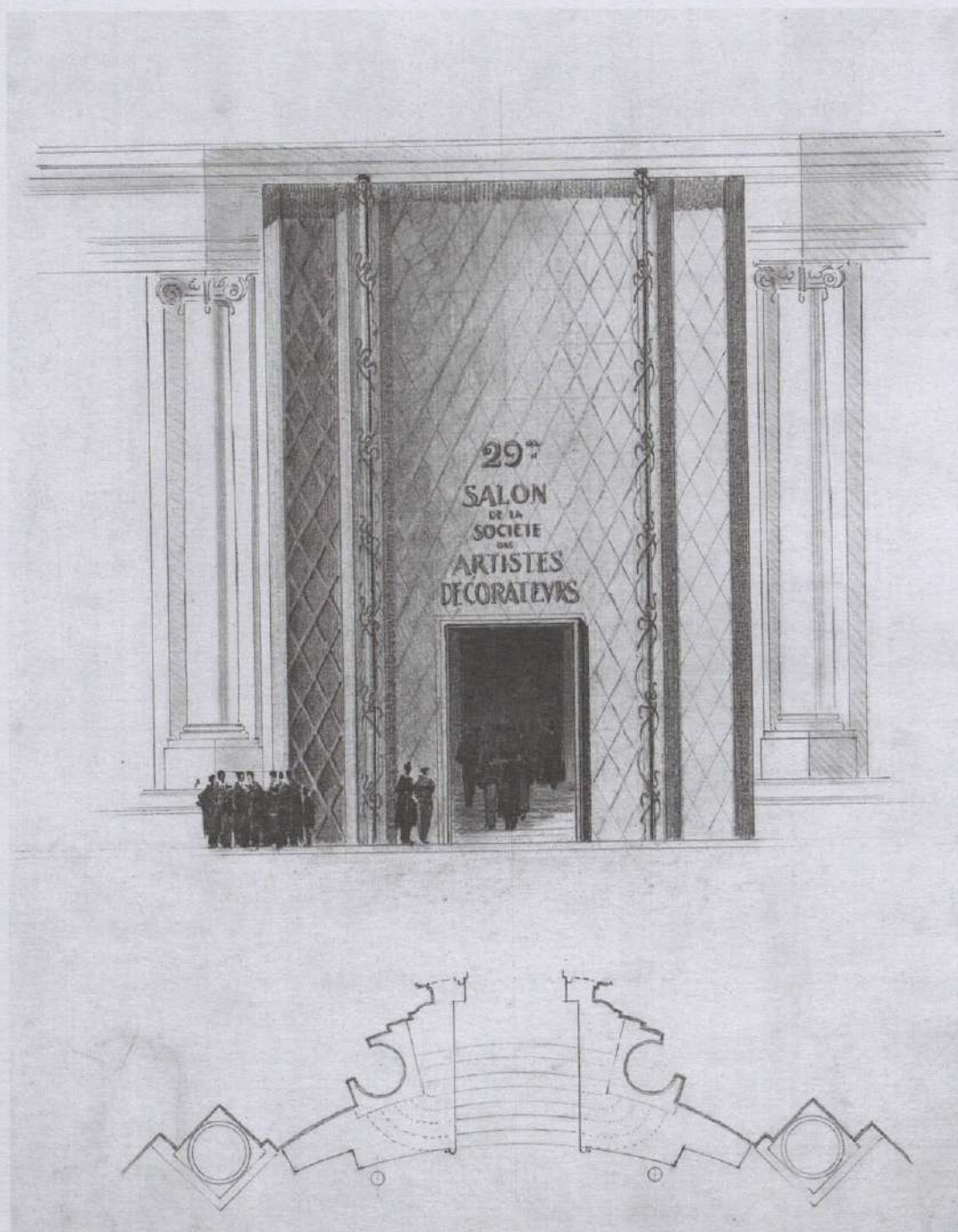
Parc de Bercy, Paris 12^e, plan d'avant-projet de la prairie centrale, 19 mars 1990, Bernard Huet, Marylène Ferrand, Jean-Pierre Feugas, Bernard Le Roy, Philippe Raguin, architectes, Ian Le Caisne, paysagiste et Jean-Max Llorca, fontainier. STAF/CAPA, fonds Bernard Huet, 164 IFA 2013/9.

CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX^e SIÈCLE

Fonds reçus, classés et mis en valeur en 2015

DAVID PEYCERÉ

Conservateur en chef du patrimoine, responsable du centre d'archives



Élévation de la porte d'entrée pour le 29^e Salon de la société des artistes décorateurs au Grand Palais, Raymond Subes serrurier, 1939. SIAF/CAPA, fonds Raymond Subes, 6 IFA 165.

FONDS ET COMPLÉMENTS DE FONDS REÇUS

Trois nouveaux fonds ont été reçus en 2015, ainsi que cinq compléments conséquents ajoutés à des fonds déjà présents. Parmi les nouveaux fonds, celui de Raymond Subes est particulièrement significatif.

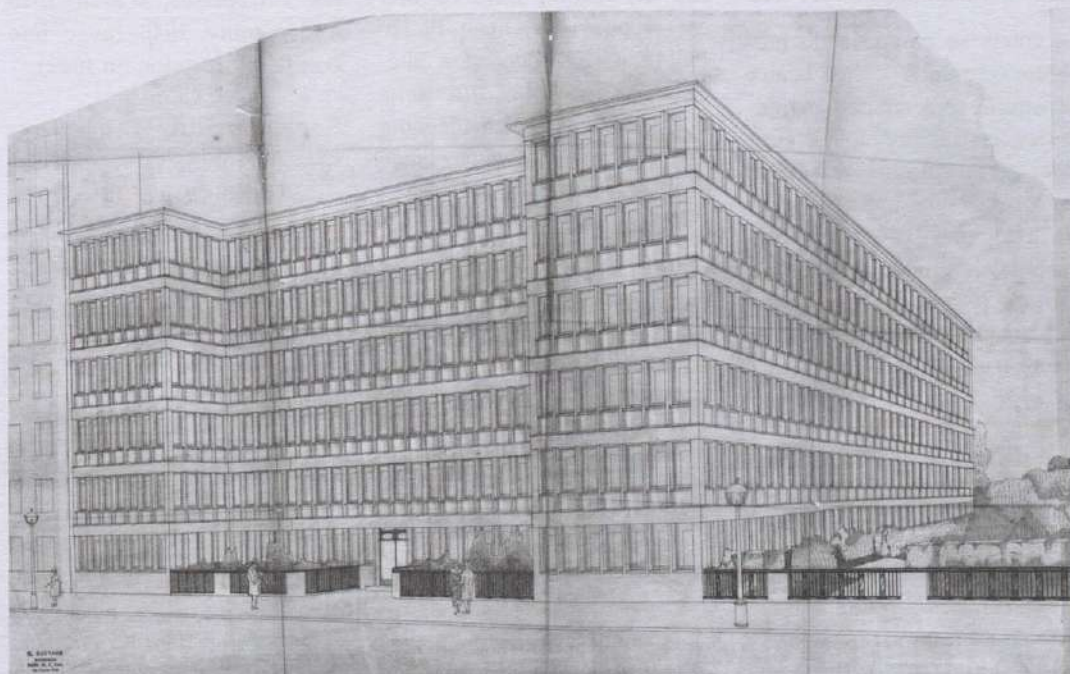
Raymond Subes (6 IFA)

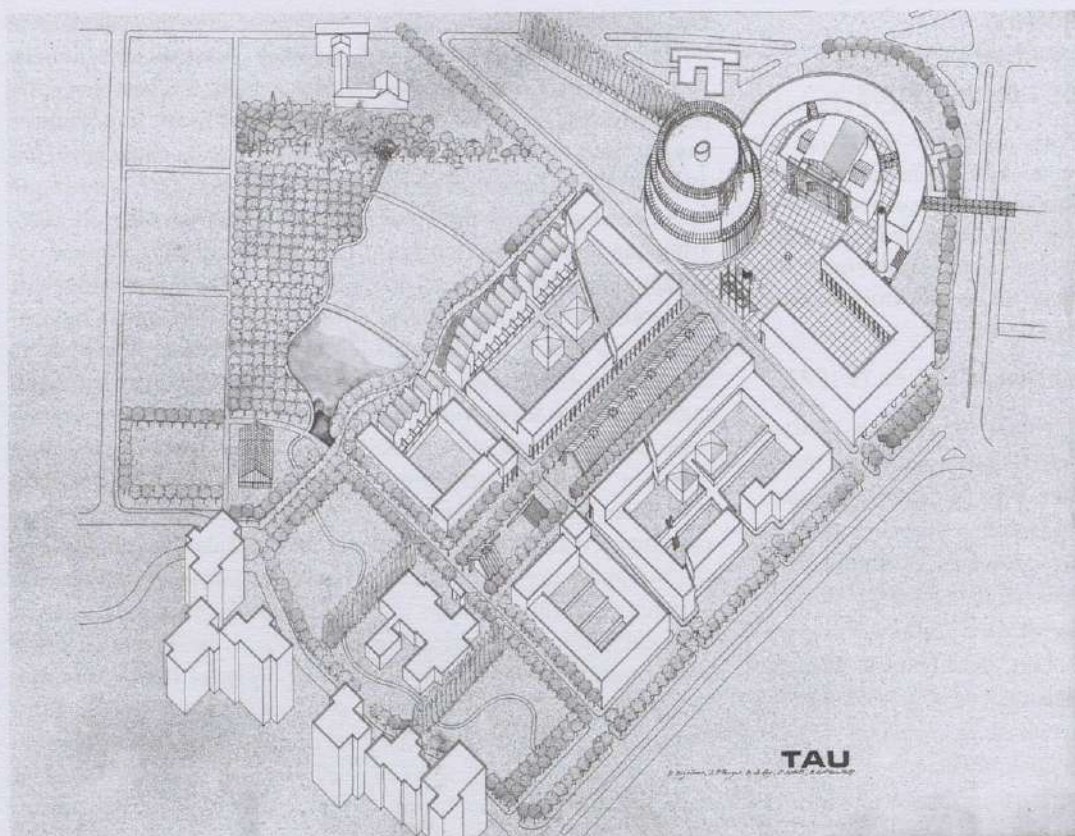
Raymond Subes (1891-1970) est l'un des plus importants ferronniers d'art français du XX^e siècle. Sa famille a donné en 2015 ses archives qu'elle avait conservées parallèlement à celles de la société des Ateliers Borderel et Robert, dont il fut le directeur artistique de 1919 à sa mort. Les archives Borderel et Robert, malheureusement incomplètes et surtout postérieures à la période de Raymond Subes, doivent être prochainement reçues en don par les Archives nationales du monde du travail.

Issu de l'école Boule et élève de Charles Genuys à l'école des Arts décoratifs, Raymond Subes passe trois ans, avant la Grande Guerre, dans l'atelier du ferronnier d'art Émile Robert, et prend sa succession comme directeur artistique des ateliers Borderel et Robert en 1919 (Borderel est une entreprise de charpenterie métallique située rue Damrémont, Paris 18^e). Subes allie la technique de la forge traditionnelle aux méthodes modernes, dont la soudure autogène, combinant volontiers plusieurs matériaux : d'abord le fer forgé, parfois le bronze et le cuivre, auxquels s'ajoutent, dans les années 1930, l'aluminium, l'acier oxydé et l'acier laqué. À l'Exposition de 1925, outre des ouvrages de ferronnerie tels que grilles ou rampes, il présente, avec Jacques-Émile Ruhlmann, dans le cadre du salon du Collectionneur, une bibliothèque métallique aux surfaces de tôle embouties et laquées.

Subes est omniprésent dans le paysage français des années 1920 à 1960. Il reçoit des commandes d'État importantes pour les grands paquebots (*Île-de-France* en 1927, *Atlantique* en 1931, *Normandie* en 1935, *Liberté* en 1950, *France* en 1962). Il travaille pour la Banque de France sur les Champs-Élysées, l'Institut Pasteur, la Caisse des dépôts et consignations, le musée de la France d'outre-mer, porte Dorée (Paris 12^e, 1931). Outre d'innombrables commandes privées, il faut signaler de nombreuses grilles et ferronneries dans des églises nouvelles ou anciennes : Saint-Louis de Vincennes (1912-1927, Jacques Droz et Joseph Marrast), Saint-Pierre de Roye (Somme, 1931-1933, reconstruction par Charles Duval et Emmanuel Gonse), Saint-Jean-Bosco (Paris 20^e, 1933-1937, Dimitri et René Rotter), Saint-Louis de Villemomble et Sainte-Thérèse d'Élisabethville (1926

Immeuble 65, rue Jean-de-La-Fontaine, Paris 16^e, perspective de l'avant-projet de 1924, André Ventre et Henri Sauvage, architectes, n.d. SIAF/CAPA, fonds de la Société civile immobilière du Studio-Building, 442 IFA 101.





Axonométrie pour la première phase du concours pour l'aménagement du quartier du Château d'eau, Reims (Mame), Bernard Huet, David Bigelman, Jean-Pierre Feugas, Bernard Le Roy, Serge Santelli, architectes, n.d. SIAF/CAPA, fonds Bernard Huet, 164 IFA 611.

et 1928, Paul Tournon), grilles de chœur de la cathédrale de Rouen (vers 1950) et de l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris.

Le fonds se compose de plusieurs centaines de très beaux dessins de ferronneries (menuiseries, lustres, mobiliers, etc.) dont un inventaire a été établi en 2016; il comprend également de la documentation, de la correspondance, ainsi que des milliers de photographies (tirages et plaques de verre) non encore identifiées.

Cabinet Maillard-Raguenet (443 IFA)

Le cabinet de Camille Maillard (1885-1974) et de François Raguenet est une agence parisienne active pendant tout l'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale.

Outre de nombreux immeubles parisiens (entre autres le grand immeuble à cour ouverte 32, rue de Varenne), le cabinet est responsable, avec Pierre Patout, de la décoration intérieure du paquebot l'*Atlantique* (1931, détruit par un incendie en 1933), puis du *Pasteur* lancé en 1938.

Le cabinet fait intervenir de nombreuses entreprises et entreprises d'art connues, tel Borderel et Robert pour l'immeuble rue de Varenne ou pour l'*Atlantique*.

Très restreint, le fonds représente une typologie documentaire exceptionnelle: il se compose uniquement d'un journal manuscrit en 13 gros registres, tenu par Maillard, Raguenet et sans doute d'autres membres du cabinet, relatant toutes les

visites de chantier, les conversations téléphoniques et les contacts avec les clients ou les entreprises, d'avril 1919 à décembre 1946 (avec une courte interruption fin 1942).

Société civile immobilière du Studio-Building (442 IFA)

Construit par Henri Sauvage de 1929 à 1932, le Studio Building (65, rue Jean-de-La-Fontaine) est l'un des immeubles d'habitation les plus singuliers du 16^e arrondissement de Paris, constitué de duplex superposés imitant des ateliers d'artistes mais destinés à l'habitation bourgeoise. Le fonds retrace sa conception, sa réalisation et sa gestion, jusqu'à la transformation de la société civile

immobilière (SCI) en syndicat de copropriétaires, en 1969.

S'il s'agit clairement des archives de la société civile immobilière (SCI), on y trouve cependant des documents et des dossiers qui proviennent directement de l'agence Sauvage: calques originaux (y compris d'un projet alternatif de Sauvage et d'André Ventre de 1924), tirages de plans, correspondance pendant le chantier. Elles décrivent aussi l'entretien de l'immeuble (journaux et pièces comptables de la SCI). Le fonds concerne enfin la gestion de quelques autres immeubles parisiens que la SCI avait à sa charge. Un intérêt secondaire de ce fonds réside dans les témoignages qu'il apporte sur la vie quotidienne difficile d'immeubles parisiens pendant la guerre, de restrictions matérielles en relations de voisinage délicates.

Bernard Huet (164 IFA)

Reçues en 2014, les archives de Bernard Huet (1932-2001) témoignent des projets architecturaux et d'aménagement urbain de ce personnage clé du « retour à la ville » et du débat autour du postmodernisme en France. Enseignant, fondateur de l'école d'architecture de Paris-Belleville (UP8), rédacteur en chef de *L'Architecture d'aujourd'hui* dans les années 1970, il n'aborde la pratique architecturale qu'à la fin de ces années et surtout dans les années 1980, et son décès interrompt une activité foisonnante, néanmoins poursuivie par son agence Ville et architecture et par des collaborateurs réguliers. Ce sont trois d'entre eux, Marylène Ferrand, Jean-Pierre Feugas et Serge Santelli, qui ont donné en 2015 des archives complémentaires, témoignant notamment des projets menés

en collaboration avec le groupe TAU et l'agence FFL. Le fonds est doté d'un repérage complet.

Ce fonds a donné lieu, au printemps 2016, à une exposition-dossier à la Cité de l'architecture et du patrimoine dans la série des « Nouvelles acquisitions », déclinée sous la forme d'une exposition virtuelle visible sur le site de la Cité.

Jacky Sarfati (438 IFA)

Jacky Sarfati (1936-2015) étudie à l'École des beaux-arts de Tunis (travail en parallèle dans l'agence Cacoub) puis à l'ENS-BA (atelier Leconte). Diplômé en 1970, il est avant tout un architecte de la communauté juive sépharade d'Île-de-France. Son fonds qu'il avait donné en 2014 a été complété après son décès survenu dans l'été 2015 (photographies notamment). Un repérage complet existe.

Jacky Sarfati et Michèle Zerbib (géographe), L'urbanisme dans la science-fiction et la bande dessinée, page du mémoire du diplôme de l'Institut d'urbanisme de Paris, 1968-1969. SIAF/CAPA, fonds Jacky Sarfati, 438 IFA 202/3.

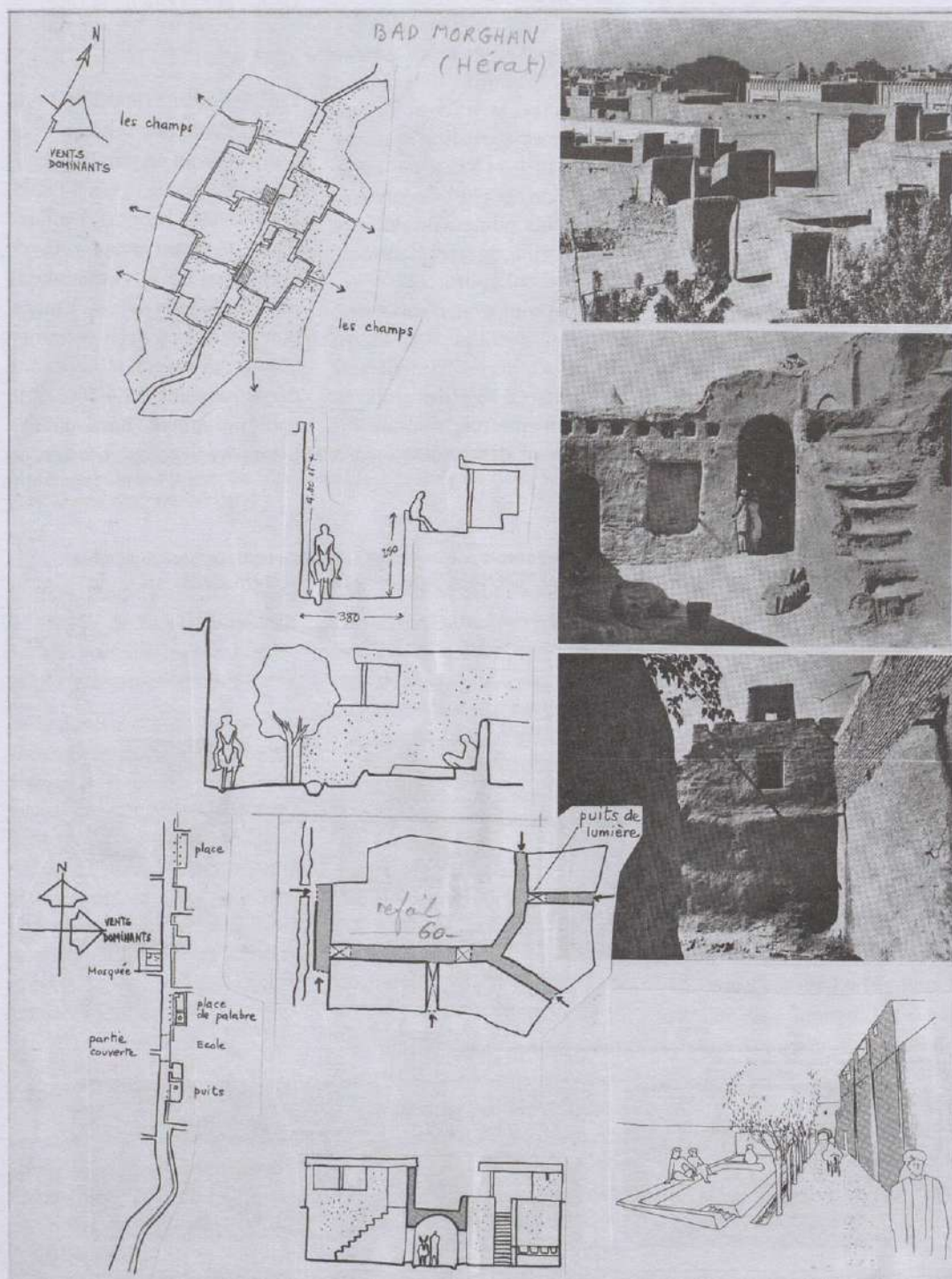
L'ESPACE.

L'espace n'est plus perçu comme un obstacle grâce à un certain nombre de phénomènes ou de connaissances techniques ; on dispose de moyens matériels et psychiques pour se déplacer immédiatement d'un point à un autre.

Toute une série de machines sert à maîtriser le temps : machines à explorer ou à arrêter le temps... Nous ne nous attacherons pas ici sur la multiplicité des modes de l'espace : sentiment, télé-temps, réacteurs individuels, véhicules... L'essentiel, extrait d'une bande dessinée, nous aura servi d'aide d'un geste-déjà entier qui s'écrit dans l'espace car il était secrètement équipé comme une véritable fusée. Elle fait voyager des villes entières.

Le TUBULITE dont nous verrons les conséquences économiques, permet de se télétransporter dans l'espace urbain uniquement par l'investissement mental aussi précis que possible du lieu.





Projet d'ouvrage sur l'architecture traditionnelle en Afghanistan, vues et croquis collés du village de Bad Morghan, Roger et Édith Aujame, 1961-1964. SIAF/CAPA, fonds Roger et Édith Aujame, 395 IFA 18.

Roger et Édith Aujame (395 IFA)

Les architectes Roger Aujame (1922-2010) et Édith Schreiber-Aujame (1919-1998) se rencontrent en 1948 chez Le Corbusier, chez qui Roger Aujame travaille de 1942 à 1949, notamment sur l'Unité d'habitation de Marseille, puis sur le chantier du secrétariat des Nations-Unies à New York (1948-1949). Dans les années cinquante, ils s'impliquent dans les congrès des CIAM et leur préparation. Outre ses activités d'architecte à New York puis à Paris, Roger Aujame est consultant pour l'ONU puis pour l'Unesco jusqu'en 1990, ce qui amène le couple à vivre en Afghanistan de 1961 à 1965 et à beaucoup voyager.

Roger Aujame avait donné un petit ensemble de dossiers relatifs à la préparation des CIAM dans les années cinquante. Son fils a donné en 2015 un ensemble plus important de dossiers d'ordre biographique et liés à Le Corbusier (Roger Aujame fut administrateur puis secrétaire général de la fondation Le Corbusier). Inventorié en 2016, ce fonds fait ressortir, à travers notamment des dossiers de correspondance privée d'une grande richesse, les relations de Roger et d'Édith Aujame avec de nombreux protagonistes de l'époque (Gérald Hanning, Charlotte Perriand, Pierre Jeanneret et beaucoup d'autres).

Roger Le Flanchec (51 IFA)

Les archives de Roger Le Flanchec (1915-1986) constituent un fonds graphique remarquable relatif à une architecture moderne hors norme conçue et – parfois – construite dans le nord de la Bretagne (essentiellement dans les Côtes-d'Armor). Le Flanchec est un protagoniste

bien connu de l'architecture bretonne – et de l'architecture tout court – du XX^e siècle, et ses archives, conservées depuis plus de vingt ans, ont donné lieu à une exposition à l'IFA en 1994. Elles ont été reclassées en 2014.

En 2015, un complément à caractère plus personnel a été confié par M^{me} Monique Melot, qui fut longtemps la compagne de l'architecte (photographies, correspondance). Un autre complément devrait prochainement rejoindre le Centre d'archives, en provenance de la copropriété de l'immeuble Clarté, le principal immeuble urbain de Le Flanchec, à Trébeurden.

Marcel et Jean Lathuillière (385 IFA)

Né en 1935, Jean Lathuillière, fils de l'architecte Marcel Lathuillière (1903-1984), a étudié aux Beaux-Arts d'Alger puis à l'ENSBA, et a rejoint en 1962 l'agence fondée par son père, tout juste réinstallée à Paris.

Le fonds de l'agence (algéroise puis parisienne) est conservé par le Centre d'archives depuis une dizaine d'années. Jean Lathuillière a donné en 2015 un complément concernant les dernières réalisations de l'agence (jusqu'au début des années 2000).

FONDS CLASSÉS

Boris Maslow (251 IFA)

Avec la participation d'une stagiaire de l'Institut national du patrimoine, Claire Delery, l'inventaire des archives de Boris Maslow, inspecteur des monuments historiques au Maroc sous le Protectorat, a été terminé et notablement affiné (voir page 16 l'article de Claire Delery et Vlada Boussyguina sur ce fonds).

Les classements du fonds des Bétons armés Hennebique et du fonds Pierre Dufau se sont poursuivis, celui du très important fonds d'archives d'André Wogenscky a été lancé à l'automne 2015 et doit se prolonger dans les prochaines années, en relation avec la fondation Marta Pan et André Wogenscky avec laquelle la Cité de l'architecture et du patrimoine a signé une convention de partenariat notamment en vue d'une exposition envisagée pour 2019.

Les fonds et compléments de fonds reçus dans l'année ont été dotés de repérages.

MISE EN VALEUR DE FONDS D'ARCHIVES

Parmi les ouvrages tirant parti des archives, il faut signaler la monographie de François Chaslin et Ève Roy sur *André Bruyère* publiée au printemps 2015 dans la collection « Carnets d'architectes » dirigée par Simon Texier aux Éditions du patrimoine.

L'exposition « Bernard Zehruss, la poétique de la structure », présentée à la Cité de l'architecture et du patrimoine en 2014, a été reprise, dans une version enrichie, à l'automne 2015 au musée gallo-romain de Fourvière à Lyon. À la Cité de l'architecture, l'exposition « Une architecture de l'engagement: l'AUA (1960-1985) » a présenté une ample sélection de documents d'archives issus des fonds de certains des architectes de cette structure collective conservés au Centre d'archives, ainsi que d'autres provenant notamment des Archives nationales du monde du travail ou du Centre Pompidou.

Mise en ligne à la fin de l'année 2015, une exposition virtuelle basée sur des archives audiovisuelles est consacrée à l'entreprise de construction

Boussiron: créée par l'ingénieur Simon Boussiron, elle est à l'origine de nombre des structures de béton audacieuses du xx^e siècle, dont de nombreux ponts (par exemple les deux ponts d'Abidjan) ou de voûtes de très grande portée comme celles des hangars de Marignane ou du CNIT. Outre de nombreuses photographies,

l'exposition présente des films d'entreprise récemment numérisés, ainsi que des interviews d'ingénieurs de l'entreprise réalisées à cette occasion. L'autre exposition virtuelle mise en ligne dans l'année est consacrée à Bernard Huet (voir plus haut).

Enfin, plus d'une centaine de documents des Archives d'ar-

chitecture du xx^e siècle (dessins originaux, photographies et maquettes) sont présentés dans le cadre de l'exposition *Tous à la plage. Villes balnéaires du xviii^e siècle à nos jours*, du 19 octobre 2016 au 12 février 2017 à la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Les archives de l'agence Pierre Dufau

HUGO MASSIRE

Doctorant en histoire de l'art, Université François Rabelais, Tours

Pierre Dufau (1908-1985) fait partie d'une génération suscitant un intérêt récent en histoire de l'architecture, lié à la reconsidération de la production des Trente Glorieuses à laquelle il contribua aux côtés de confrères tels Guillaume Gillet, Henry Bernard, Jean Dubuisson ou Bernard Zehrufuss. Pragmatique et polyvalent, attaché à l'efficacité de ses bâtiments sans exclure un raffinement parfois « miesien », Pierre Dufau traverse, au cours de ses 45 années de carrière, les différentes phases connues par la profession depuis la Troisième

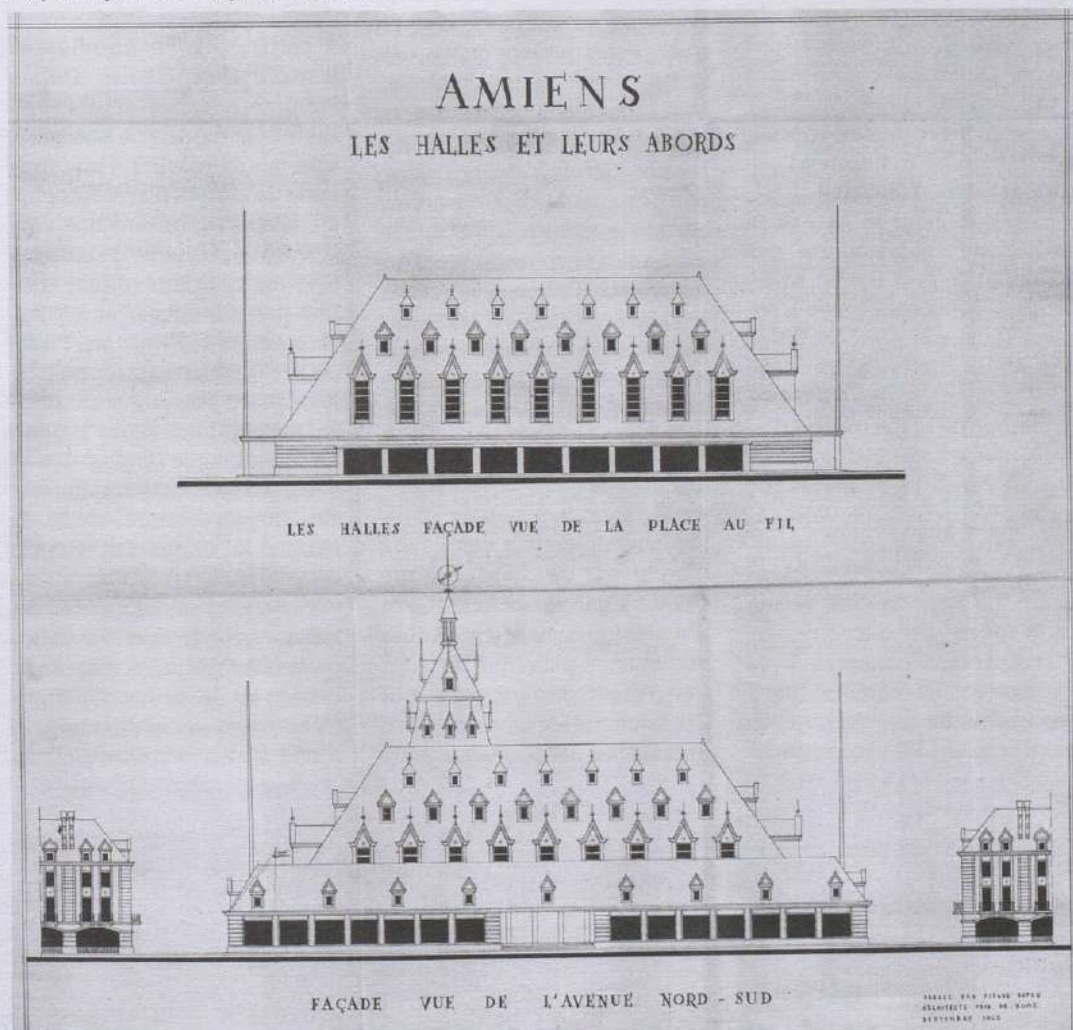
République finissante jusqu'à la crise de la postmodernité et au vigoureux contrecoup qu'ont connu les chefs de file du Style international sur le sol français. Fils d'un architecte amiénois, il intègre l'École des beaux-arts de Paris dans l'atelier Héraud en 1929, et remporte le premier second grand prix de Rome en 1938. Après avoir gagné fin 1940 le concours pour la reconstruction d'Amiens, il mène une carrière dominée par les constructions pour le secteur tertiaire mais qui présente une grande diversité, sa clientèle allant, comme il se plaisait à le souligner, de l'abbé Pierre à

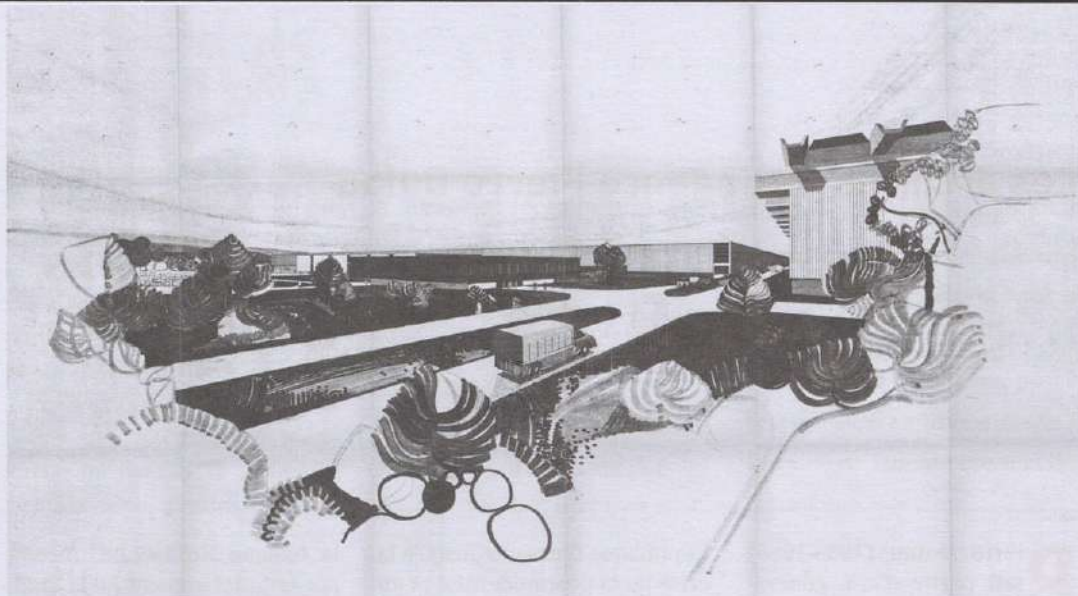
la banque Rothschild. Atteint par un affaïssement de la commande et des soucis de santé, il cesse toute activité libérale au début des années 1980 et se consacre alors à l'écriture de ses mémoires. Restées inachevées à son décès en septembre 1985, elles sont mises en ordre par sa femme Hélène Dufau, ancienne journaliste et écrivain, et publiées en 1989 aux éditions Londresys¹.

Histoire du fonds Dufau

Les premiers documents d'archives de Pierre Dufau entrent assez précocement dans les

Premier projet de reconstruction des halles de la place au Fil, Amiens (Somme), Pierre Dufau, architecte, septembre 1942. SIAF/CAPA, fonds Pierre Dufau, 66 IFA 1016/4.





Perspective d'ensemble de l'usine Ducellier Bendix Air équipement (DBA), Saint-Barthélemy-d'Anjou (Maine-et-Loire), Pierre Dufau architecte, vers 1971-1972. SIAF/CAPA, fonds Pierre Dufau, 66 IFA 1148/2.

collections de l'Institut français d'architecture (IFA), dès la fin de l'année 1988, soit quelques années plus tôt que les fonds des autres grands praticiens des Trente Glorieuses cités plus haut. L'effort de Maurice Culot, directeur des Archives d'architecture de l'IFA, est alors davantage porté sur la première moitié du *xx*^e siècle, le travail de relecture de la production des Trente Glorieuses et même de celle de la Reconstruction commençant à peine.

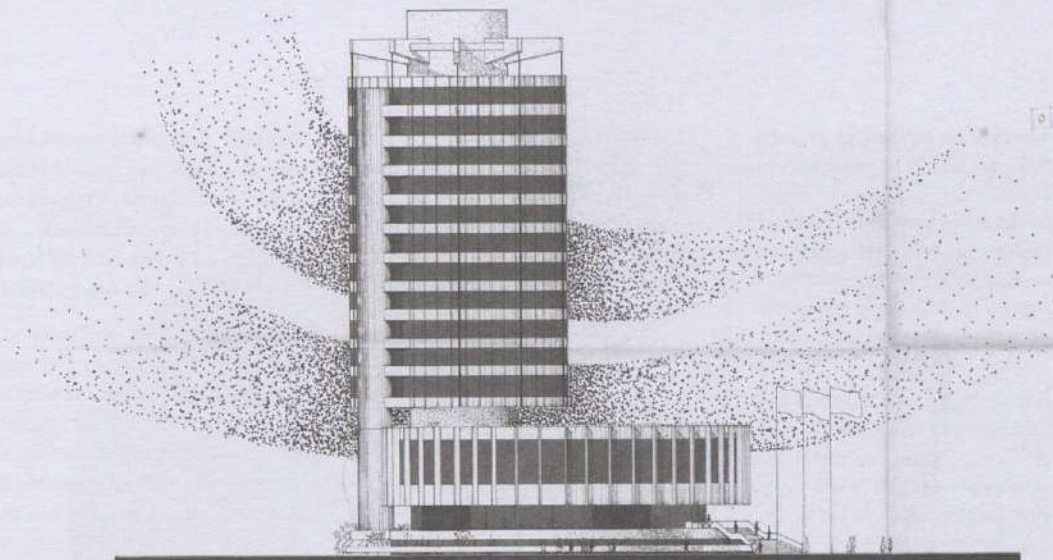
C'est précisément l'interrogation des plans successifs de reconstruction dessinés par Pierre Dufau pour Amiens, à partir de 1940, qui va constituer le déclencheur de l'intégration de l'œuvre de l'architecte à l'historiographie. Lancé en 1984, le concours pour la ZAC de la cathédrale est remporté par les frères Léon et Robert Krier, proches de Maurice Culot. L'ouvrage *Le Nouvel Amiens*², dirigé par Marc Breitman, propose pour la première fois d'intégrer la période de la Reconstruction dans une grande histoire dont chaque constituante aurait une incidence opérationnelle sur la conception de la ville renaissante portée par les frères Krier. Le livre intègre même le chapitre des mémoires de Pierre Dufau consacré à la reconstruction d'Amiens, dans lequel l'architecte retraité se montre pourtant peu enthousiaste face au projet de ses jeunes confrères.

Il serait cependant réducteur d'écrire que l'intégration des archives n'aurait été faite que parce qu'elle avait un caractère opérant, ou comme élément justificatif du projet. Constitué à partir de 1987 en accord avec l'IFA, le don ne devait initialement concerner que des albums et jeux de plans concernant les opérations les plus représentatives de la carrière de l'architecte, Pierre Dufau ayant lui-même établi, peu avant sa mort, une liste de trente constructions qu'il considérait comme les plus réussies, et qui couvraient l'ensemble des champs de production de son agence. Marie-Yamila Tahier, alors étudiante de Bruno Foucart et stagiaire à l'IFA, fut chargée d'encourager et d'accompagner Hélène Dufau dans le don à l'État de l'ensemble des archives de l'agence, et non d'un unique lot de documents préalablement sélectionnés.

Versé en plusieurs fois au début des années 1990, le fonds présente de graves lacunes après l'inondation de l'un des locaux d'archives de l'agence rue Oudinot, entraînant la perte de dizaines de mètres cubes. Les documents parvenus à l'IFA font l'objet d'un repérage par Guillaume Marchand et Hervé Ferquel en 1996. Même somme-

maire, ce document a permis une première incursion de l'historien dans les archives. S'ils ne sont pas accompagnés d'un repérage et d'un reconditionnement pour les plans roulés, non seulement les gros fonds de ce type (ce fut le cas pendant longtemps du fonds Guillaume Gillet, aujourd'hui intégralement classé, et c'est encore le cas du très gros fonds Henry Pottier) sont inexploitablement scientifiquement, mais il est même impossible d'en permettre matériellement la consultation.

À partir de 2011, un nouveau contact avec Olivier Dufau, architecte ayant repris plusieurs opérations de son père, a permis de récupérer une vingtaine de caisses d'archives supplémentaires, offrant une couverture appréciable de certains projets importants comme l'Institut français du pétrole à Rueil-Malmaison, le drugstore Publicis des Champs-Élysées ou l'immeuble de bureaux surnommé le Diamant bleu, porte Maillot. La photothèque de l'agence et quelques pièces personnelles demeurent encore dans la famille. Le fonds fait, depuis l'été 2013, l'objet d'un inventaire détaillé par l'auteur de cet article, avec le contrôle et les conseils de Marcos Carvalho-Canto et de Sonia Gaubert. L'écriture, sous la direction de Jean-Baptiste Minnaert, d'une



Élévation de la façade sud du projet de l'hôtel de ville de Créteil (Val-de-Marne), Pierre Dufau architecte, 30 avril 1972. SIAF/CAPA, fonds Pierre Dufau, 66 IFA 143/3.

thèse de doctorat sur Pierre Dufau est menée en parallèle à ce travail indispensable pour disposer d'une source archivistique fiable et définitive.

Consistance volumétrique et typologique

L'inondation de la cave de la rue Oudinot a vraisemblablement causé de lourdes pertes documentaires, sans que l'on en connaisse précisément l'étendue faute de repérage préalable. Les lacunes et angles morts sur le demi-siècle d'activité scolaire et professionnelle sont nombreux : il ne reste ainsi quasiment aucun document de la période des Beaux-Arts ou d'études antérieures à 1940 ; toutes les pièces relatives à la comptabilité et à la gestion du personnel ont été perdues ; enfin le fonds ne contient que très peu de croquis et d'esquisses. Si la grande majorité des projets sont documentés au moins partiellement, les dossiers de certaines réalisations importantes comme les centrales nucléaires, ou des bâtiments sensibles tel le siège du Commissariat à l'énergie atomique, sont presque vides, l'agence n'ayant contractuellement pas été autorisée à conserver d'archives passé un certain délai. En dépit de son caractère lacunaire, le fonds repré-

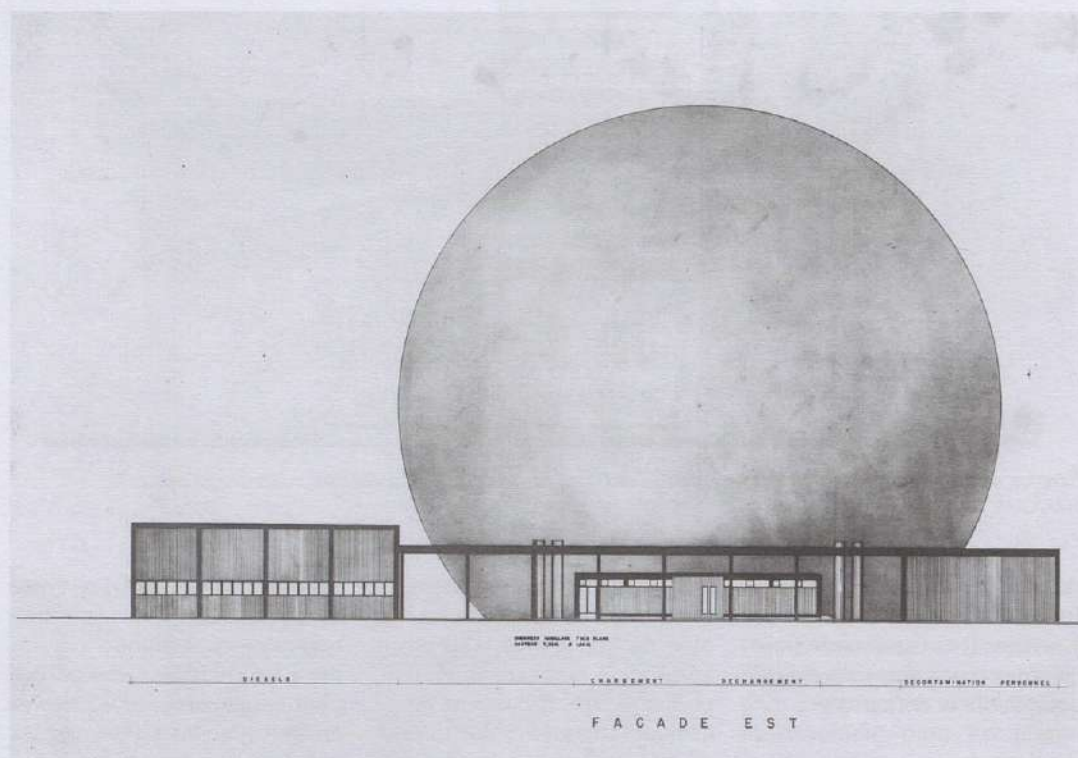
sente un volume conséquent : 160 boîtes de plans roulés, et plus de 200 boîtes d'archives après tri et classement. Pauvre en maquettes, il contient aussi quelques très grands documents de présentation, ainsi qu'une centaine d'albums de présentation ou de tirages réduits. À l'instar d'autres fonds de la même période, il contient peu de documents graphiques séduisants : le dessin est productif, avant toute autre chose. Enfin, les photographies conservées aux Archives d'architecture du ^{xx} siècle sont assez peu nombreuses (elles existent encore en mains privées) : l'agence accordait un soin particulier à l'image de ses réalisations, faisant parfois photographier par plusieurs personnes un même bâtiment ou sollicitant des tirages lorsqu'un cliché inédit paraissait dans une publication. Au total, couvrant plus de quarante ans, le fonds d'archives présente un panorama assez varié des moyens de production des agences d'architecture de l'époque, comprenant aussi bien des photographies sur plaque de verre que des perspectives réalisées à l'aide de l'informatique dès le début des années 1970.

Méthode de classement

Afin d'être compatible avec les recherches du doctorat, l'inventaire a été réalisé par étapes

successives suivant les types de documents et de conditionnements, en débutant par les plans en rouleaux, puis par les photographies, pour s'achever en 2016 par les pièces écrites et les plans pliés. Parfois étonnamment mélangés, les plans en rouleaux ont révélé un fonds plus riche que ne le laissait soupçonner le repérage, faisant apparaître plusieurs projets inconnus. Cette première entrée dans les archives par les documents graphiques a été considérée comme la plus favorable pour disposer assez rapidement d'une vision d'ensemble sur la carrière de Pierre Dufau. Elle a aussi permis de proposer une délimitation claire entre les différents objets au sein d'ensembles urbains complexes tels que la reconstruction d'Amiens ou le chantier du Nouveau Créteil, que les pièces écrites n'auraient pas permis de qualifier facilement. La vue globale obtenue a enfin décidé de la division du fonds en chapitres³ selon une répartition géographique des projets : à Paris ; à Créteil ; en Île-de-France ; à Amiens et dans le département de la Somme ; dans le reste de la France ; à l'étranger. Un dernier chapitre contient enfin les pièces personnelles et les documents internes à l'agence.

Trouvées dans un relatif désordre, les pièces écrites ont été regroupées par projets, puis



Élévation de la façade est des bâtiments et portiques attenants à la sphère de la centrale nucléaire EDF, Avoine (Indre-et-Loire), Pierre Dufau architecte, 9 janvier 1959. SIAF/CAPA, fonds Pierre Dufau, 66 IFA 551/5.

le cas échéant par phases⁴ dans le cas de grosses opérations ou de documents de nature différente – revue de presse écrite, notamment. La consistance des dossiers initiaux n'a généralement pas été modifiée, le seul reclassement conséquent ayant porté sur la reconstruction d'Amiens pour laquelle Hélène Dufau avait commencé à constituer des ensembles regroupant les pièces les plus importantes historiquement. Celles-ci ont été replacées dans leurs dossiers d'origine. Comme pour les documents graphiques, les éliminations ont été rares, et réservées aux doublons et aux documents techniques ou normalisés tels que les cahiers des charges, les descriptifs détaillés par lots, etc. La capacité de la base de données ArchiVecture à permettre des recoupements d'informations a incité à profiter du travail de thèse de l'auteur pour renseigner autant que possible les protagonistes, les programmes et les champs descriptifs à partir d'autres sources d'archives, publiques comme

privées. Un premier jalon est ainsi posé en vue de la définition de l'œuvre complète de Pierre Dufau.

Enseignements relatifs à la période et comparaison avec d'autres fonds

Comptant peu de pièces singulières, le fonds Dufau ne pose pas de difficultés particulières de conservation, à l'exception des plans réalisés au zip-a-tone pour lesquels se posent des problèmes de vieillissement des colles, de pliures et de restitution des manques : une réflexion globale sur leur mode de restauration bénéficierait aux autres fonds de la même période. Outre cette question matérielle, le fonds Dufau pose la question de l'auteur et, ce faisant, du cadre de classement, à travers les structures et associations successives de l'agence. Cette question sera nécessairement amenée à se développer dans les années à

venir avec la disparition de la figure de l'architecte-auteur au profit de l'exercice collectif et des agences survivant à la fin de l'exercice de leur créateur.

Cette question du « qui conçoit » est aussi posée par les missions d'architecte en chef ou d'urbaniste en chef : le contrôle ou la correction de projets de confrères n'ayant pas a priori un caractère d'œuvre, de quoi Dufau est-il l'auteur dans ces cas ? De très gros objets tels que l'opération du Nouveau Créteil annoncent les questions que poseront prochainement, par exemple, les archives des architectes coordonnateurs de ZAC.

À ces nouveaux enjeux correspondent aussi des moyens de réponse inédits avec les nouveaux outils dont dispose le chercheur : la mise à disposition, sur le Géoportail de l'Institut géographique national, d'ortho-photographies anciennes permet de préciser la datation de projets pour lesquels on n'a pas de pièces écrites. Ces vues

aériennes permettent aussi de caractériser précisément certains objets lorsque les sources sont disparates, et que le chercheur ne sait guère ce qui a été réalisé et quand.

L'utilisation de ces archives dans la préservation et la mise en valeur du patrimoine architectural des Trente Glorieuses au moment où celui-ci est frappé de péremption, en particulier dans le secteur tertiaire, devra donc s'appuyer sur un spectre de plus en plus large

de documents, notamment d'entreprises ou de BET, dans un rapport croisé avec les sciences humaines et l'histoire globale.

1. Pierre Dufau, *Un architecte qui voulait être architecte*, Paris: Londeys, 1989.
2. Marc Breitman et Rob Krier (dir.), *Le Nouvel Amiens*, Paris: IFA, Liège: Mardaga, 1989, 471 p.
3. Dans la base de données du Centre d'archives, ArchiVec-

ture, et sa version en ligne ArchiWebture, à l'intérieur d'un fonds d'archives, un chapitre regroupe des objets, chacun correspondant à un projet d'architecture ou d'urbanisme réalisé ou non (ou à un dossier thématique hors projets d'architecture).

4. À l'intérieur d'un objet donné, les phases (ou « ensembles de dossiers » dans ArchiWebture) sont des regroupements d'articles (ou « dossiers »), plusieurs dossiers ayant un lien particulier entre eux.

Vue d'une perspective pour la reconstruction du Drugstore Publicis des Champs-Élysées, Paris 8^e, Pierre Dufau architecte, vers 1972. SIAF/CAPA, fonds Pierre Dufau, 66 IFA 707/14.



Aventures d'un architecte russe au Maroc : les archives de Boris Maslow

VLADA BOUSSYGUINA
Chargé d'études documentaires

CLAIRE DÉLÉRY
Conservatrice du patrimoine, Musée national des arts asiatiques-Guimet

Le fonds Boris Maslow (251 IFA) fait partie du riche ensemble de fonds d'archives conservés par le Centre d'archives d'architecture du ^{XX}^e siècle et témoignant de l'activité des architectes et urbanistes français au Maroc pendant le Protectorat, avec les fonds Albert Laprade, Henri Prost, Joseph Mar rast, Auguste-Alexandre Cadet et Perret frères notamment¹. Il a été donné à l'État par la fille de l'architecte. Il correspond aux documents qui se trouvaient chez lui à Marrakech à sa mort en 1962 et qui ont ensuite été conservés en France par sa famille. Ce fonds reflète la carrière très atypique de Boris Maslow.

Une carrière tournée vers l'architecture islamique du Maroc

Fils de Kapiton Maslow, ingénieur civil de la ville de Saint-Pétersbourg, et de Sofia Ketzler, Boris Maslow a suivi les cours de l'École des ingénieurs civils de cette ville². Le déclenchement de la Première Guerre mondiale et les bouleversements que connaît la Russie à partir de 1917 donnent une inflexion sans doute imprévue à la vie de ce fils de la noblesse russe. Écourtant ses études, il s'engage comme volontaire dans le conflit, se retrouve dans le Caucase, puis en Perse, qu'il quitte à pied pour rejoindre Paris en 1924. Architecte-dessinateur à l'agence de Joseph Hiriart, Georges Tribout et Georges Beau, il participe avec eux à l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels de 1925 à Paris, lors de laquelle il indique avoir reçu une médaille d'or dans

la section 7 sur les ensembles mobiliers. Est-ce vraiment lui qui reçoit cette distinction et pas plutôt l'agence³? C'est peut-être à l'occasion de cet événement qu'il entre pour la première fois en contact avec le Maroc. En effet, rattachés à cette même section, les ateliers de Jacques Majorelle décorent de meubles, de coussins et de tableaux le hall consacré au Maroc dans le pavillon de l'Afrique du nord⁴.

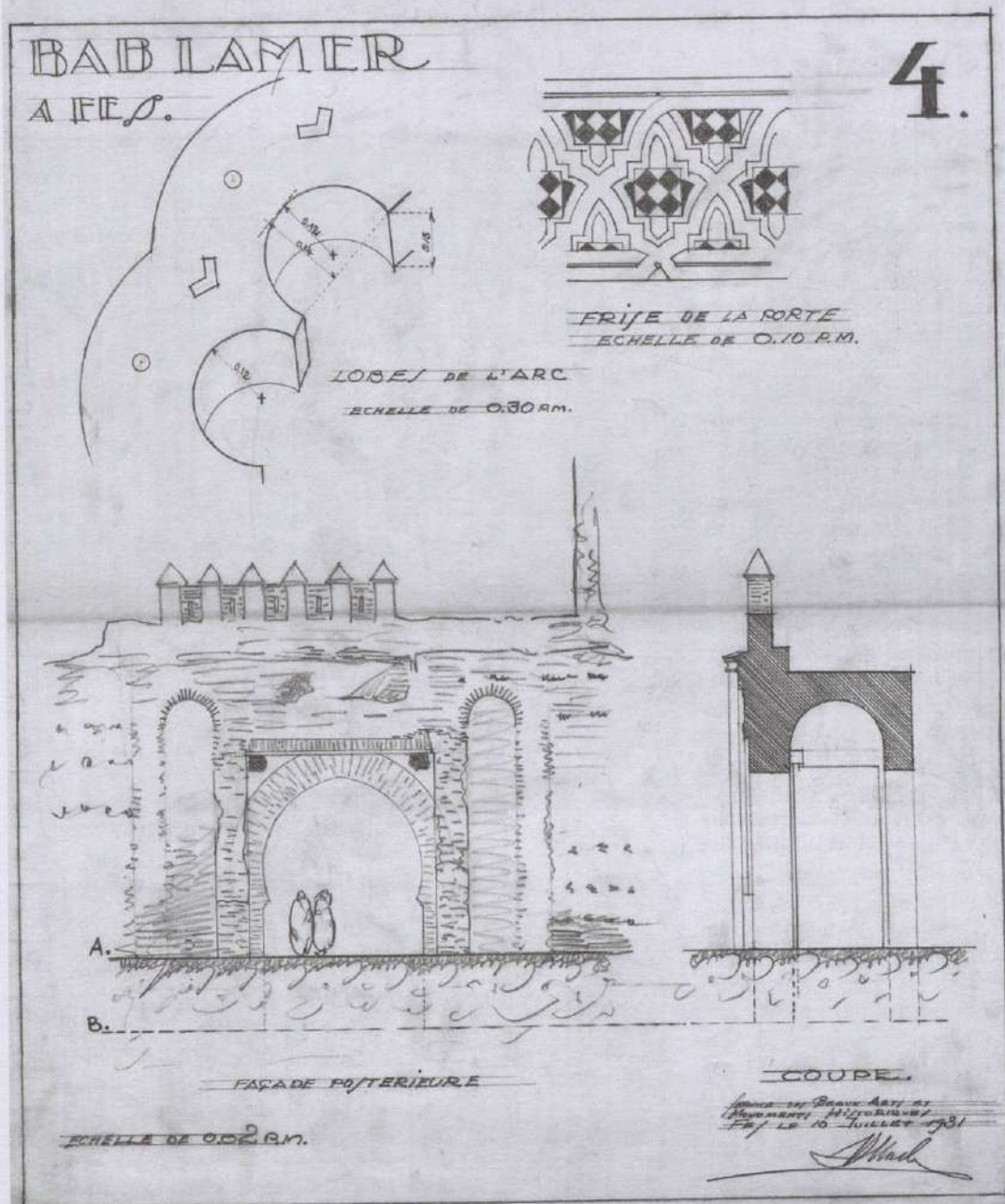
Dès 1927, Maslow s'installe au Maroc, engagé comme architecte par le service des Beaux-Arts et

des monuments historiques du Protectorat. L'année suivante il est nommé inspecteur des Beaux-Arts et des monuments historiques pour la région du Nord à Fès, puis, en 1935, pour la région Centre à Rabat. Après avoir ensuite travaillé pour l'Office chérifien du tourisme et pour l'Office du protectorat à Paris, il redevient inspecteur, cette fois en charge de la région Sud à Marrakech de 1942 à 1947, puis inspecteur des monuments historiques délégué à l'Office marocain du tourisme (1948-1958). Il



Boris Maslow et l'archimandrite Varsonoff Tolstoukhine au Maroc, vers 1930 (cliché anonyme). SIAF/CAPA, fonds Boris Maslow, 251 IFA 63/1.

Restauration
et consolidation de la
porte Bab Lamer, Fès
(Maroc) : élévation posté-
rieure, coupe transversale,
détail de frises et de
lobes, Boris Maslow archi-
tecte, 10 juillet 1931.
SIAF/CAPA, fonds Boris
Maslow, 251 IFA 17.



prend sa retraite en 1958, et finira ses jours à Marrakech⁶. Naturalisé français (1931) et amoureux du Maroc, il gardera néanmoins toute sa vie des liens avec la diaspora russe.

Répondant sans doute à des sollicitations privées, il esquisse, au cours de sa vie professionnelle, quelques rares plans de maisons modernes, dont il ne suit vraisemblablement pas la réalisation jusqu'au bout. Très accaparé par sa mission d'inspecteur, il demeure sans doute éloigné du métier d'architecte *stricto sensu*. Parmi ces projets, notons celui d'une maison pour Jacques Majorelle, correspondant à la fameuse « maison cubiste » qui fut l'ate-

lier du peintre à Marrakech – et qui abrite désormais le Musée berbère au cœur du « jardin Majorelle » –, dont la réalisation fut assurée par l'architecte Paul Sinoir⁴. Maslow dessine aussi un projet pour l'aménagement du pavillon du Maroc sur l'île aux Cygnes à Paris lors de l'Exposition internationale de 1937. Ce pavillon fut finalement construit selon les plans des architectes de Mazières et Gauthier, mais Maslow en dessina, avec sa femme, l'affiche officielle.

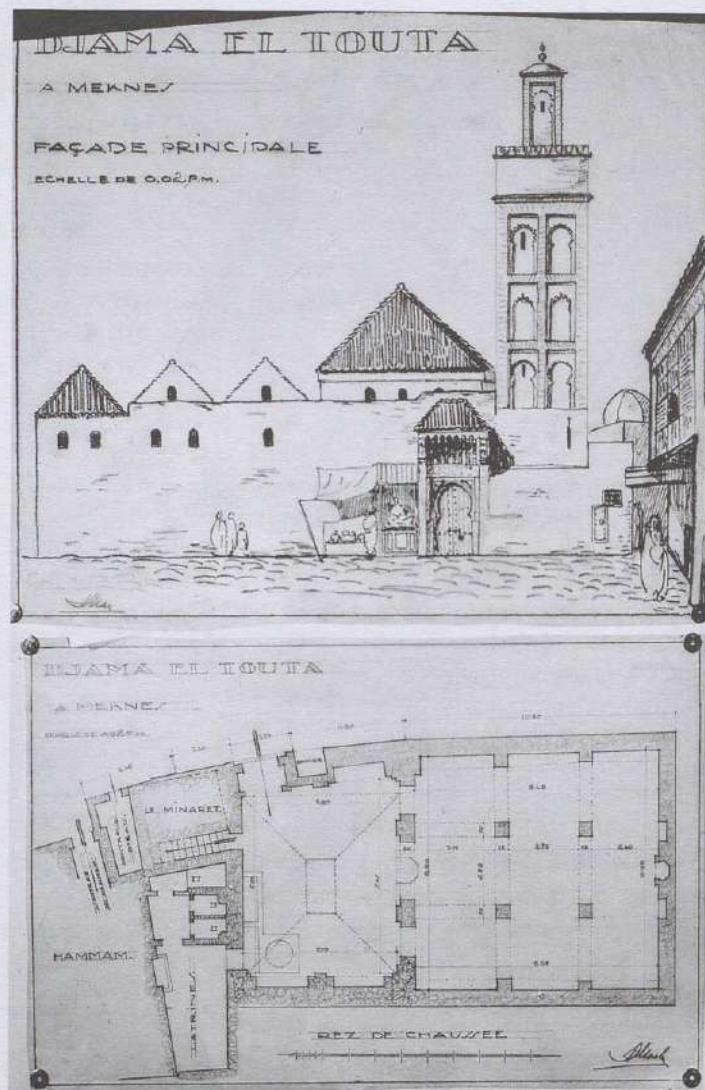
Contenu des archives

Les archives sont essentiellement constituées de relevés des bâti-

ments anciens des grands centres urbains marocains dont Maslow a eu la charge, au premier rang desquels Fès et Marrakech, et de plans correspondant à des projets d'aménagements réalisés dans des monuments historiques ou à proximité immédiate⁷. Ces documents sont complétés par des vues photographiques de ces monuments, pour l'essentiel probablement prises par Maslow⁸. Une série de clichés thématiques illustre des typologies architecturales, en milieu urbain (fenêtres, portes de maisons, portes monumentales, enduits) ou en périphérie (ponts), ou encore des problématiques d'aménagements (électrification des centres villes

anciens). À partir des années 1920, les clichés sont réalisés sur plaque de verre ou sur négatif souple. Maslow en fait tirer des épreuves qu'il utilise en partie pour préparer des conférences (panneaux composés de photos et de tirages de plans contrecollés sur papier Canson) ou pour réaliser un premier montage de ses publications (deux albums d'un ouvrage sur les décors des minarets de Fès et des documents préparatoires pour l'ouvrage *Les mosquées de Fès et du nord du Maroc*).

Le fonds est réduit, 1,3 mètre linéaire; il contient des écrits et des plaques de verre (environ 1300), trois classeurs d'épreuves photographiques de petit format, une centaine de documents graphiques, et quelques grandes épreuves photographiques. Ce fonds est par essence lacunaire puisqu'il ne correspond qu'aux documents que Maslow conservait chez lui à sa retraite. Ses archives de fonctionnaire du protectorat se trouvent probablement dans les archives des services des monuments historiques de Fès, Rabat et Marrakech, mais nous n'avons pas pu en avoir confirmation. La Bibliothèque nationale du Maroc conserve par ailleurs des éléments de la correspondance de Maslow avec sa hiérarchie ou avec ses collègues. Le fonds ne permet donc pas de mesurer l'ampleur du travail de Boris Maslow et de le restituer dans son unité⁹. Il n'en demeure pas moins une source intéressante, aussi bien pour connaître l'état de conservation de plusieurs bâtiments anciens du Maroc dans les années 1930-1940 que pour voir se dessiner concrètement l'action des agents du Protectorat dans le domaine patrimonial¹⁰. Il permet également de mesurer l'adhésion des fonctionnaires à la politique patrimoniale officielle. Chargé d'examiner le bâti ancien le plus remarquable, d'en assurer la conservation et d'accompagner l'aménagement moderne des centres urbains anciens, Maslow évoque, dans sa correspondance



Vue de relevés en plan et élévation de la mosquée El Touta, Meknès (Maroc), vers 1932 (cliché anonyme). SIAF/CAPA, fonds Boris Maslow, 251 IFA 43/15.

et dans ses rapports, comment il entend concilier ces actions et adapter l'habitat traditionnel à la modernité. Il fait siens des thèmes chers à la politique du Protectorat et témoigne ainsi de leur assimilation.

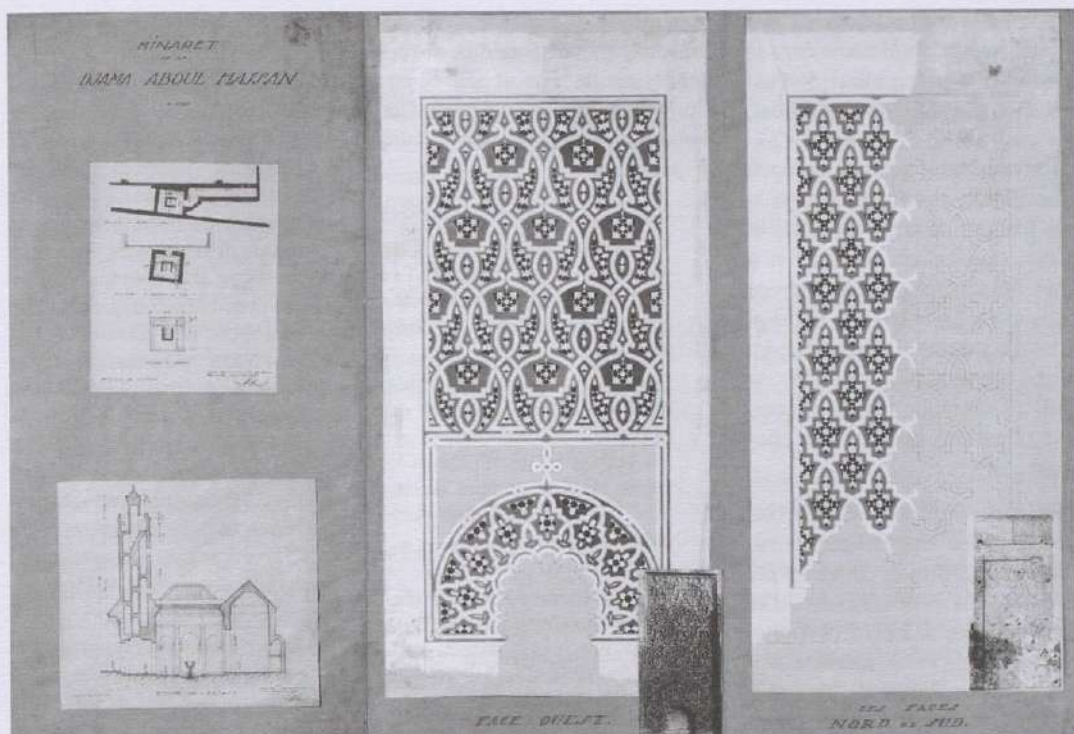
Spécificités et valeur historique du fonds

À l'instar de l'Algérie et de la Tunisie, le Maroc, sous protectorat depuis 1912, se voit en effet appliquer les pratiques françaises en matière de monuments historiques. Une fois identifiés les bâtiments anciens jugés les plus représentatifs et de grande valeur artistique, les agents sont chargés d'établir des projets de protection et de restauration. Ces derniers font suite au premier état

des lieux réalisé en 1915 par Maurice Tranchant de Lunel, architecte, directeur du service des Beaux-Arts et des monuments historiques. Maslow, en sa qualité d'inspecteur, effectue des relevés, rédige des rapports rendant compte de l'état sanitaire des édifices, et, le cas échéant, précise les opérations de restauration nécessaires et en assure le suivi en cas d'approbation. Il établit également des rapports similaires pour quelques édifices relevant du ministère des Habous.

Les relevés établis par Maslow, complétés par des vues de ces mêmes monuments, offrent un témoignage, parfois inédit, de l'état de certains édifices anciens du Maroc dans les années 1920-1940. Si les plus célèbres sont

Planche de relevés
et photographies
de la mosquée Aboul
Hassan, Fès Jdid
(Maroc), Boris Maslow
architecte, 1933.
SIAF/CAPA,
fonds Boris Maslow,
251 IFA 4.



certaines documentés par divers fonds photographiques, d'autres, beaucoup plus humbles, sont presque ou totalement inédits. Certains monuments ont depuis disparu (c'est le cas de la porte monumentale Djanaouia de Meknès). D'autres ont été récemment restaurés selon des pratiques parfois très interventionnistes. Le fonds rend donc compte de leur état à l'époque du protectorat, et des premières restaurations réalisées. Les séries typologiques traitent quant à elles de sujets qui ont peu attiré l'attention des chercheurs : ferronneries modernes, petites écoles coraniques de quartier (*msid*), etc. Ces objets architecturaux n'ont jamais fait l'objet de protections.

Le fonds permet également d'appréhender la part personnelle du travail de Maslow qui, de son propre chef, se lance dans une réflexion théorique sur les décors des bâtiments anciens afin de mener à bien les travaux de restauration dont il a la charge. En effet, il constate sur le terrain que les artisans méconnaissent les règles nécessaires à la réalisation de certains réseaux géo-

métriques et en viennent à combler les décors manquants, non pas en restituant le complément géométrique de la trame de base, mais en copiant des décors sur d'autres monuments anciens parfois remaniés. Désireux de mener à bien une restauration fidèle à l'esprit d'origine des bâtiments, il entame donc, assisté de son beau-père Félix Marboutin (professeur d'hydrochimie à l'École centrale de Paris), une étude visant à retrouver les règles permettant de tracer les réseaux d'entrelacs qu'il nomme *derj oua ktef* (note dactylographiée, 251 IFA 42/18) qui ornent les minarets et les portes monumentales.

La plupart des relevés et prises de vues réalisés par Maslow lorsqu'il était en poste à Fès ainsi qu'une partie de ses réflexions théoriques ont été intégrés dans son ouvrage paru en 1937 *Les mosquées de Fès et du nord du Maroc*, le seul qui ait permis aux historiens de connaître son travail. Maslow a en effet très peu publié. Il a pourtant participé à des événements fondateurs pour l'histoire de l'architecture médiévale de l'Occident islamique, telle la mise au jour de l'édifice

à coupole dit Qoubba, annexe d'une des premières mosquées construites à Marrakech au XII^e siècle. La passion de Maslow pour le Maroc allant bien au-delà de son activité professionnelle, une petite partie du fonds photographique rend également compte de la vie quotidienne dans les grandes villes du Maroc, ponctuée de visites officielles de notables marocains ou de dirigeants du protectorat.

Traitement du fonds

Le fonds a été donné en plusieurs fois. Le premier ensemble, réduit, en 2000, comprenait de la correspondance, une vingtaine de dossiers, une série de relevés et les jeux d'épreuves des ouvrages de Boris Maslow.

Le travail de classement entrepris en 2007, réalisé par Vlada Boussyguina, a fait surgir de nombreuses questions, et le Centre d'archives d'architectes du XX^e siècle a repris attache avec la fille de Maslow, ce qui a entraîné deux dons complémentaires. Ces versements successifs ont rendu plus complexe le classement du fonds. L'intérêt porté par le musée du

Louvre au fonds photographique et aux relevés de Maslow dans le cadre de la préparation de l'exposition *Le Maroc médiéval, un empire de l'Afrique à l'Espagne* en 2014 a donné un coup d'accélérateur à la numérisation des plaques de verre du fonds et à son classement définitif, et a souligné l'intérêt des documents conservés. Une phase de révision finale a permis à Claire Détery alors conservateur stagiaire de l'INP, d'effectuer de nombreuses identifications des édifices photographiés.

Plusieurs outils sont mis à la disposition des chercheurs : introduction au fonds, biographie, *curriculum vitae* officiel, bibliographie, liste des projets d'aménagement, de restauration et des études de monuments, liste des édifices documentés par le fonds photographique. La transcription des toponymes arabes par Boris Maslow n'étant pas normalisée, un avertissement permet aux chercheurs de retrouver aisément l'information relative aux différents monuments.

Enfin, une documentation complémentaire au fonds contient l'ouvrage de Didier Madras et de Boris Maslow, *Fès, capitale artistique de l'Islam* (Casablanca, Paul Bory, 1947). Ce guide témoigne de l'activité de Maslow dans le domaine de la promotion

touristique. Il y met à profit ses travaux, en partie inédits, sur les médersas de Fès et sur divers édifices de la ville ; il évoque également la restauration de certains d'entre eux.

1. Voir « Patrimoines partagés. Architectes français au sud et à l'est de la Méditerranée », *Colonnes*, n° 21, février 2003, voir pp. 55-56 ; 68 ; 83-84.
2. Les documents disponibles dans le fonds contiennent des informations discordantes sur les études et les diplômes de Boris Maslow comme de son père. La guerre a en tous cas entravé ses études.
3. L'agence Hiriart, Tribout et Beau a participé à plus d'un titre à l'Exposition de 1925. Sa réalisation la plus connue est le pavillon de la Maîtrise (pavillon des Galeries Lafayette).
4. Un cliché conservé dans le fonds présente la porte Bab Mansour de Meknès mise en scène dans un diorama intitulé « Cortège du sultan à Meknès par Maurice Romberg », peintre orientaliste et affichiste ; il pourrait s'agir d'un des dioramas installés dans le pavillon du Maroc à l'Exposition de 1925.
5. Sa tombe se trouve au cimetière européen de Marrakech. La stèle a une forme en bulbe similaire aux coupoles des églises orthodoxes russes.
6. Félix Marcilhac, *La vie et l'œuvre de Jacques Majorelle*, ACR éditions, 1995 (2^e édition), p. 158-161 ; nous remercions l'auteur pour son aide.
7. Boris Maslow participe à la conférence d'Athènes de 1931, qui établit les bases de pratiques internationales en matière de restauration des monuments historiques. Sur la notion de monument historique au Maroc et la politique du Protectorat dans ce domaine, nous renvoyons aux travaux de Mylène Théliol, notamment à sa thèse de doctorat à l'université Bordeaux III, 2008, intitulée *Le regard français sur le patrimoine marocain : conservation, restauration et mise en valeur de l'architecture et de l'urbanisme des quatre villes impériales durant le Protectorat (1912-1956)*.
8. Relevés et reportage photographique constituent la base des enquêtes menés depuis 1915 par le Protectorat dans le cadre du classement des édifices.
9. Les fonds datant de l'époque du Protectorat conservés au Maroc sont peu connus et peu diffusés, hormis quelques initiatives remarquables mais incomplètes telle la base de l'IDPCM (Inventaire et documentation du patrimoine culturel du Maroc) où sont mis en ligne des clichés du service des Beaux-arts du Protectorat : voir <http://www.idpc.ma/>.
10. Ministère gérant les édifices religieux et les biens de main-morte qui leur sont attachés.



Élévation du pavillon du Maroc à l'Exposition internationale de Paris 1937, île aux Cygnes, Paris, Boris Maslow architecte, 1935. SIAF/CAPA, fonds Boris Maslow, 251 IFA 1.

Georges-Henri Pingusson exposé

SIMON TEXIER

Professeur de l'art contemporain, Université de Picardie Jules-Verne

La Cité de l'architecture et du patrimoine va consacrer à l'automne 2017 une exposition à l'architecte Georges-Henri Pingusson (1894-1978), qui sera la première présentation monographique de cette importante figure française du mouvement moderne à partir de ses – très remarquables – dessins originaux. C'est l'occasion de revenir ici sur l'intérêt suscité par ses archives depuis leur dépôt par l'École nationale supérieure des Beaux-Arts au Centre d'archives du XX^e siècle¹.

Le fonds a en effet une histoire particulière : donné par l'architecte Olivier Dugas, neveu de Pingusson, à l'École des Beaux-Arts « en vue de son exploitation conjointe par l'ENSBA et

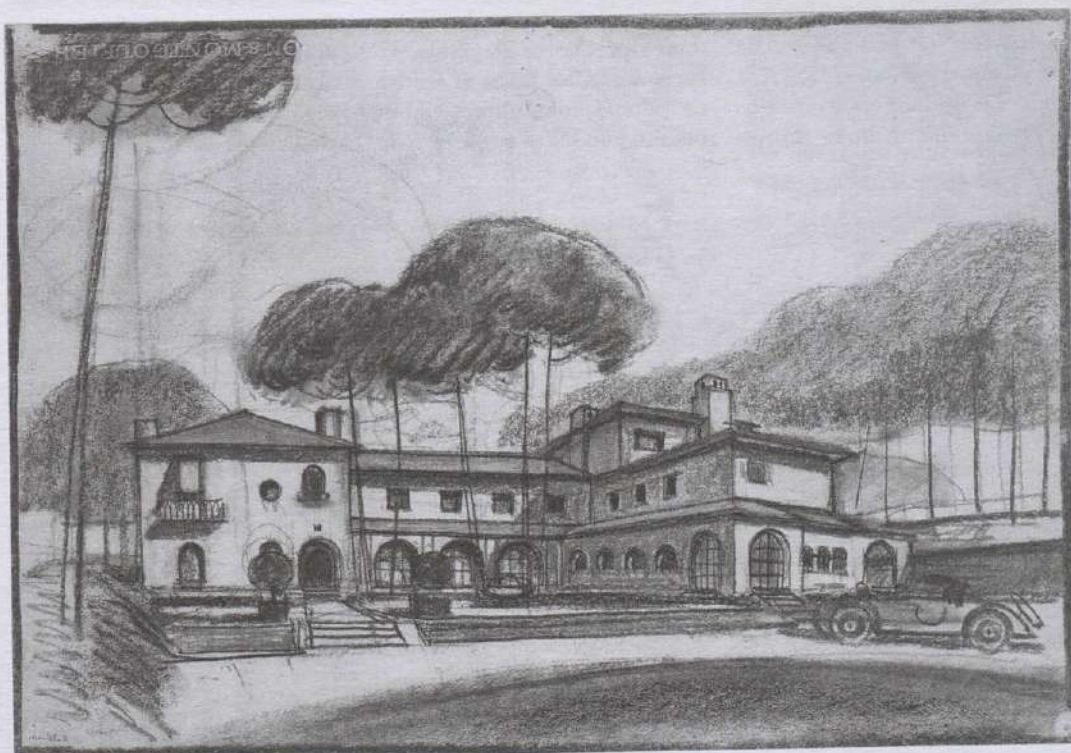
l'IFA » en 1981, alors que ce dernier était tout récemment créé, il a fait l'objet d'un transfert à l'IFA dix ans plus tard lors de l'ouverture du Centre d'archives rue de Tolbiac, en 1991.

Régionalismes et Art déco

Le premier classement effectué par Élisabeth Vitou, à l'École des Beaux-Arts, et les publications qu'elle avait consacrées à Pingusson pendant quelques années avaient montré que l'architecte avait eu un parcours plus complexe qu'on ne l'imaginait ; notamment une entrée tardive sur la scène moderne française, autour de 1930, après plusieurs années d'exercice, tandis qu'André Lurçat

était depuis 1923 et depuis ses débuts l'un des plus réguliers porte-parole de la nouvelle architecture. C'est précisément la première période, régionaliste, de Pingusson, qui a été largement exploitée dans le cadre des publications dirigées par Maurice Culot à l'Institut français d'architecture, avec la collection « Les années modernes », dont certains titres accompagnaient des expositions ou des accrochages sous forme de reproductions. Un ouvrage sur Biarritz², puis celui codirigé avec Bernard Toulhier sur le Pays basque³, ont mis en lumière les très beaux dessins du golf-club de Chiberta, de la villa Barret-Decap à Anglet (1927) et de la villa Caron à Urrugne (1929) – le premier est

Golf-Club de Chiberta à Anglet, perspective extérieure, vers 1925. ENSBA/CAPA, fonds Georges-Henri Pingusson, 46 IFA 111.



à nouveau présenté à la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'automne 2016 dans l'exposition *Tous à la plage*. Dans le même temps, l'IFA présentait l'exposition *Architectures de l'électricité*, l'occasion de réunir dans les mêmes salles les dessins de Claude Parent pour les centrales nucléaires et ceux de son maître Pingusson pour la centrale thermique de Vitry (1925-1930, démolie) ou pour le barrage du Chastang (1938, non réalisé). Comme les villas construites sur la Côte basque et sur la Côte d'Azur, la centrale thermique de Vitry est conçue avec Paul Furiet, l'associé de Pingusson de 1925 à 1928; elle a néanmoins toujours porté le nom de son créateur, l'ingénieur des Mines Jean-Antoine Arrighi de Casanova, au point de n'apparaître longtemps que comme un projet d'ingénieur dont les architectes auraient été exclus.

C'est dire qu'au moment où naît la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, en 1930, Georges-Henri Pingusson est un quasi inconnu dans sa profession. Ses cinq premières années d'activité n'en forment pas moins un bel ensemble graphique, un corpus illustrant de manière exemplaire la complémentarité du régionalisme et de l'Art déco. Ce dernier mouvement, particulièrement bien repré-

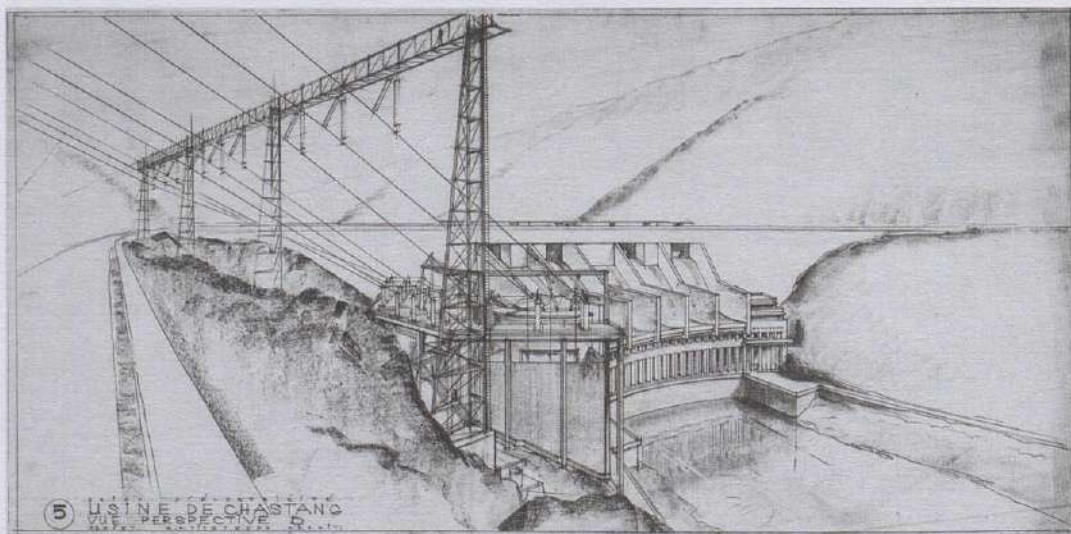
senté dans les fonds conservés rue de Tolbiac, a fait l'objet en 2013-2014 de l'exposition *1925: quand l'Art déco séduit le monde*, à la Cité, où était présentée l'agence bancaire pour la Société financière française et coloniale à Haiphong (Viet Nam), œuvre conjointe de Furiet et Pingusson. En 1930, la construction d'un théâtre parisien, les Menus-Plaisirs, donne lieu à plusieurs publications et situera momentanément Pingusson entre Art déco et modernisme. On y découvre un architecte talentueux, mais aussi un remarquable décorateur: il réalise en effet lui-même la fresque du bar, dont la très belle étude au pastel a récemment été présentée à la Fundación Juan March à Madrid, pour l'exposition *El gusto moderno. Art déco en París, 1910-1934*, conçue par Tim Benton.

Années 30

La livraison, à Saint-Tropez en 1932, de l'exceptionnel hôtel Latitude 43 change radicalement la donne pour Pingusson, qui se voit offrir dix-huit pages pour ce seul projet dans *L'Architecture d'aujourd'hui*. S'il manque dans les archives les toutes premières esquisses de l'architecte, les plans et études de détails sont nombreux et ont été publiés et exposés à de

nombreuses reprises. Les perspectives aériennes du Latitude 43 comptent il est vrai parmi les plus remarquables rendus de la période; les couleurs pastel des premières années ont cédé le pas à un graphisme épuré, en noir et blanc, que seule l'étonnante affiche publicitaire créée par Pingusson vient troubler. On trouve logiquement ces dessins, en 1996, dans la foisonnante exposition *Les Années 30. L'architecture et les arts de l'espace, entre industrie et nostalgie*, conçue par Jean-Louis Cohen au musée des Monuments français, comme on les retrouvera dans *Architectures du tourisme* au Colège d'Architectes de Catalunya (2009), ou encore dans *Oser l'architecture. Expérimentations modernes et contemporaines dans le Var*, à l'école d'architecture de Marseille Luminy (2012) et de nouveau dans *Tous à la Plage*.

Dans les années 1990, l'Action artistique de la Ville de Paris a elle aussi exploité les richesses des fonds de la Cité de l'architecture et du patrimoine, et régulièrement puisé dans le fonds Pingusson, à titre documentaire parfois. C'est là un aspect moins connu des archives d'architectes, qui regorgent de documents exogènes (livres, brochures, pho-



Usine-barrage hydraulique du Chastang (Corrèze), perspective, vers 1930. ENSBA/CAPA, fonds Georges-Henri Pingusson, 46 IFA 112.



Agence bancaire pour la Société financière française et coloniale (SFFC), Haiphong (Viet Nam) : perspective, vers 1926. ENSBA/CAPA, fonds Georges-Henri Pingusson, 46 IFA 122.

tographies, publicités, etc.), l'urbanisme parisien étant l'un des sujets les mieux représentés dans la documentation des architectes français.

L'œuvre religieuse de Pingusson, quant à elle, demeurait un sujet méconnu; notre exposition *Églises parisiennes du XX^e siècle*, présentée en 1996 à la mairie du XX^e arrondissement puis en 1997 à la crypte de Saint-

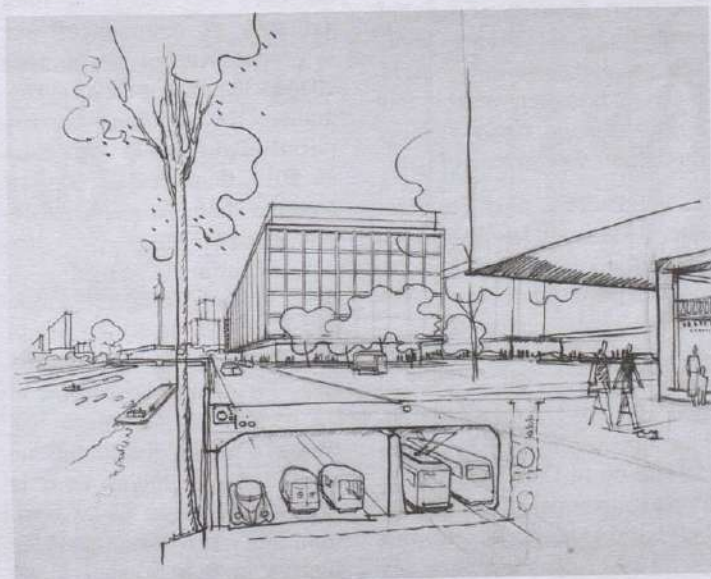
Sulpice, fut l'occasion d'exposer les projets d'églises pour la rue de Charonne (1934) et pour Arcueil (église Jésus-Ouvrier, 1938). Suivront d'autres expositions thématiques consacrées aux théâtres parisiens (commissariat Géraldine Texier-Rideau, 1998), aux ponts de Paris (Guy Lambert, 2000), puis à l'École militaire (Yoann Brault, 2002), des occasions de remonter le théâtre des Menus-Plaisirs,

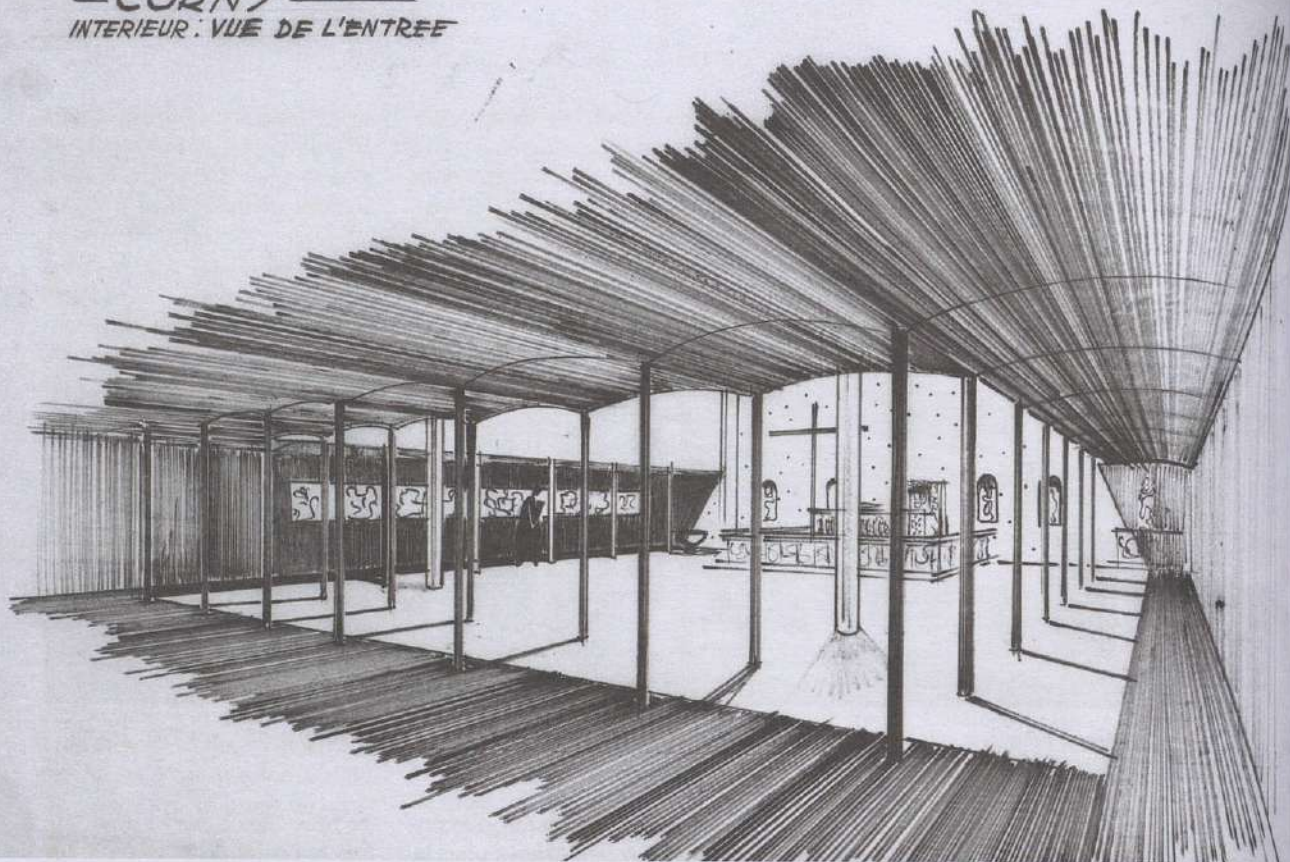
de présenter pour la première fois le projet de pont en X sur l'île aux Cygnes et celui pour une cité ministérielle au cœur de Paris (étudié avec Maurice Rotival).

Avec Rob Mallet-Stevens

L'amitié qui liait Pingusson à Robert Mallet-Stevens – on connaît son magnifique éloge funèbre lors des obsèques de son aîné en 1945 – s'est concrétisée dans une série de projets dans la perspective de l'Exposition internationale de 1937: les concours pour les musées d'art moderne et pour l'aéroport du Bourget, et des projets d'urbanisme de part et d'autre de la Seine aux abords du palais du Trocadéro, comprenant de grands équipements comme un stade olympique et une maison de la Radio. L'importante rétrospective organisée par Olivier Cinqualbre au Centre Pompidou en 2005 (*Robert Mallet-Stevens, l'œuvre complète*) était une occasion unique de présenter l'ensemble de ces projets, uniquement documentés par les archives de Pingusson – le projet pour les musées d'art moderne sera ensuite montré à nouveau dans l'une des expositions inaugurales du Centre

Reconstruction de Sarrebruck, perspective d'une étude de circulation et de lotissement sur les rives de la Sarre, vers 1945. ENSBA/CAPA, fonds Georges-Henri Pingusson, 46 IFA 124.





Église de Corny-sur-Moselle (Moselle), perspective intérieure depuis l'entrée, vers 1960. ENSBA/CAPA, fonds Georges-Henri Pingusson, 46 IFA 124.

Pompidou Metz (2010), celui pour un stade olympique à la villa Noailles pour *Robert Mallet-Stevens*, itinéraires (2016).

Difficile après-guerre

L'activité de Pingusson comme architecte et surtout urbaniste reconstruteur, en Sarre puis en Lorraine, a fait l'objet de nombreux travaux de recherche. Peu d'originaux ont cependant été montrés. L'exposition *Georges-Henri Pingusson. L'œuvre lorraine*, conçue par Jean-Philippe Donzé et présentée en 1997 à la Première Rue, dans l'unité d'habitation de Briey-en-Forêt, reposait surtout sur un superbe ensemble de maquettes, réalisées sous la direction de Joseph Abram à l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy. Avec l'exposition *Jean Prouvé à Nancy: construire des jours meilleurs* (Musée lorrain, 2012) sont enfin montrés des documents relatifs à la reconstruction du village de Wald-

wisse, réalisation discrète mais exemplaire par son attention aux usages locaux. Un an plus tard, c'est la reconstruction de Sarrebruck qui est à l'honneur avec *Interférences: Architecture France-Allemagne, 1800-2000* (commissariat Jean-Louis Cohen et Hartmut Frank, avec Volker Ziegler), présentée à Strasbourg puis au DAM à Francfort. Attachés à l'ancienne ambassade de France réalisée par Pingusson, des architectes et historiens sarrois font aujourd'hui un usage régulier du dossier d'archives.

Il est d'autant plus étonnant que, à l'inverse, les dessins du Mémorial des martyrs français de la déportation à Paris (1953-1962) n'aient jamais été exposés, à l'exception de l'esquisse conservée au Centre Pompidou⁷. Le dossier de cet émouvant aménagement à la pointe de l'île de la Cité, que Claude Parent situait parmi les dix plus belles créations architecturales du xx^e siècle dans le monde, est

pourtant l'un des plus consultés en salle de lecture.

De ce rapide passage en revue des archives Pingusson mises à la disposition de diverses expositions, on ne peut évidemment broser le panorama d'une recherche, avec ses têtes d'affiches et ses angles morts. On voit néanmoins émerger quelques tendances ou faits saillants. À commencer par le poids écrasant des années 1920-1930 par rapport à l'après-guerre. En témoigne encore, parmi d'autres, la présence en 2014, dans l'exposition *Au bonheur de la ménagère. Cuisine et esprit nouveau* (Centre des monuments nationaux), de la cuisine de la villa Gompel à Cannes (1929). Le regain d'intérêt pour la Reconstruction, les grands ensembles et les recherches sur une industrialisation du bâtiment ne se traduit pas encore dans le registre spécifique de l'exposition, sauf à privilégier quelques figures emblématiques (Jean

Dubuisson, ou Candilis, Josic et Woods). Il y a cependant tout lieu de penser que, dans les années à venir, les archives de Georges-Henri Pingusson, parmi d'autres, seront sollicitées pour illustrer ces grandes thématiques. Son travail sur le mobilier sanitaire pour l'AFNOR, en 1942, son investissement dans l'éphémère société Architecture et Préfabrication en 1944, sa participation aux concours et expositions visant à promouvoir de nouveaux systèmes constructifs, ou encore son engagement dans la conception urbaine des cités ouvrières en Lorraine, puis dans les villes nouvelles (Marne-la-Vallée, la

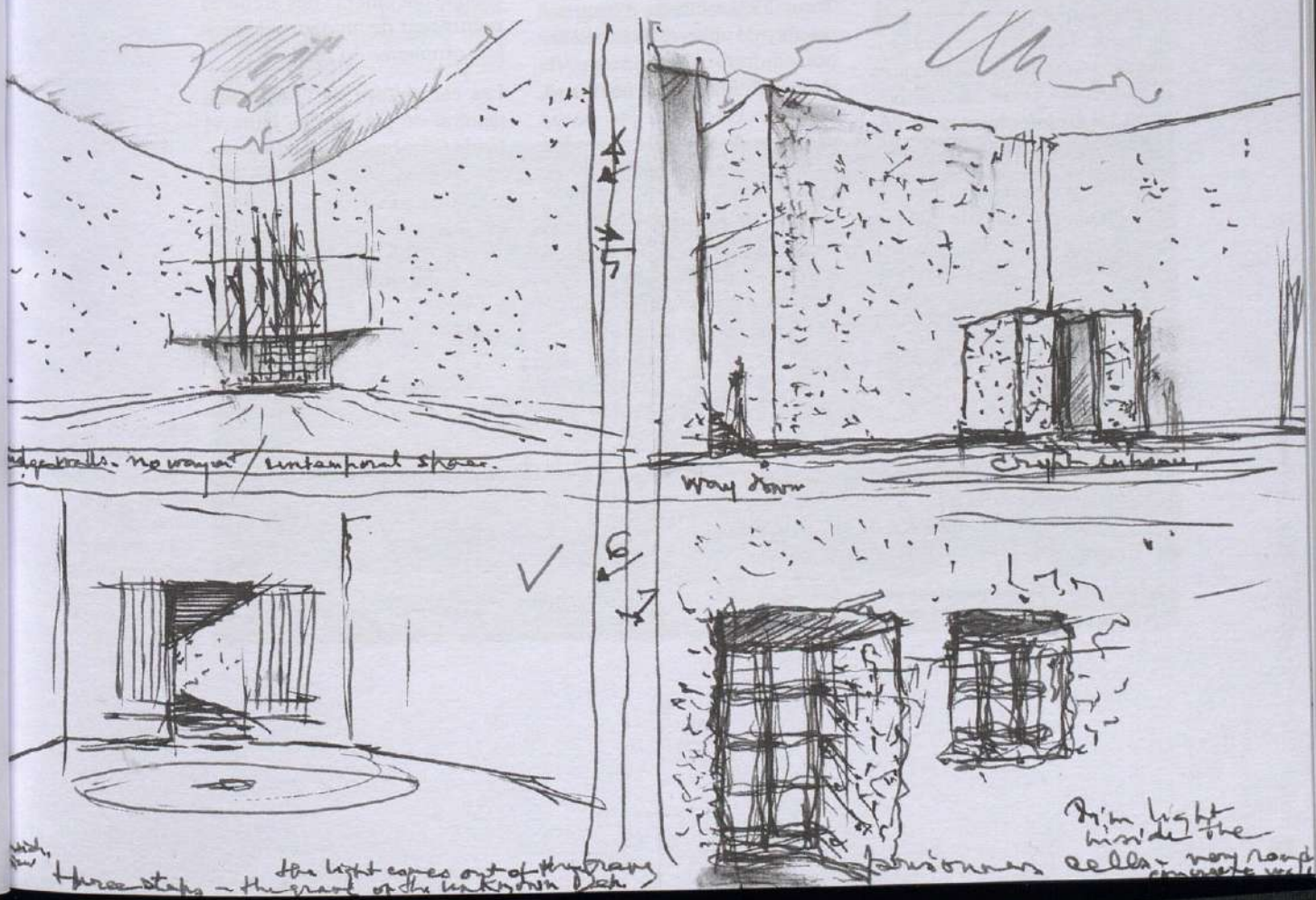
ZUP de Bures-Orsay), peuvent nourrir graphiquement un travail pédagogique plus que jamais nécessaire sur cette période.

1. Je remercie Alexandre Ragois qui a patiemment retrouvé les demandes de prêts concernant des documents issus du fonds Pingusson.
2. Maurice Culot (dir.), *Biarritz. Villas et jardins, 1900-1930*, Paris, IFA/Norma, p. 137-145.
3. Maurice Culot et Bernard Toulier (dir.), *Le Pays basque. Architecture des années 20 et 30*, Paris, IFA/Norma, p. 192-197.
4. Jean-Louis Cohen (dir.), *Les Années 30. L'architecture et les arts de l'espace, entre industrie et nostalgie*, Paris, C.N.M.H.S./

Éditions du Patrimoine, 1996, p. 88-89 et 90.

5. Olivier Cinqualbre (dir.), Robert Mallet-Stevens, Paris, Centre Pompidou, 2005, p. 177-178, 183-187 et 218.
6. Exposition *Œuvres construites 1948-2009 Architectures de collection. Paris Île-de-France*, Paris, Pavillon de l'Arsenal, 2009 (commissariat Olivier Cinqualbre et Alexandre Labasse).
7. Nous préparons pour l'automne 2017 une exposition consacrée à la ville des Ulis (Les Ulis, forum Boris-Vian), pour laquelle les archives de Pingusson, ainsi que celles de Robert Camelot et François Prieur, seront sollicitées.

Mémorial de la Déportation, pointe amont de l'île de la Cité à Paris, croquis perspectifs, non datés. ENSBA/CAPA, fonds Georges-Henri Pingusson, 46 IFA 33.



Le flux et le reflux des archives de la villégiature balnéaire

FRANCK DELORME

Attaché de conservation, adjoint au conservateur

La préparation de l'exposition *Tous à la plage*¹, présentée du 19 octobre 2016 au 13 février 2017, a été l'occasion de se replonger avec délices dans les collections du Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle pour en redécouvrir les richesses immergées dans les fonds, en lien avec les villes et l'architecture balnéaire.

On sait en effet, comme l'a rappelé Corinne Bélier dans un article de la revue *In Situ*, que «l'Institut français d'architecture a joué, dès sa création, un grand rôle dans la recherche et la valorisation du patrimoine balnéaire et thermal²». C'est en effet dans les années 1980 que Maurice Culot, alors responsable du département Archives et histoire au sein de l'IFA, orienta les premières collectes vers les villes thermales et balnéaires par le sauvetage de fonds d'archives de protagonistes de courants esthétiques dont ont été parés successivement les architectures de la villégiature: éclectisme, Art nouveau, Art déco, régionalisme.

Des années d'effort, de conviction et de ténacité ont abouti à la constitution d'une collection

qui fait aujourd'hui référence et dans laquelle s'entrecroisent les personnalités et les œuvres d'Édouard Niermans, de Louis Bonnier, d'Henri Sauvage, de Roger-Henri Expert, de Charles Adda, de Maurice Vincent, de Georges Wybo, etc. Plusieurs centaines de documents, parfois d'une très grande qualité graphique, documentent de nombreux projets de casinos, hôtels, établissements de bains, villas, etc., égrenés sur les côtes normande, bretonne, basque, et sur la Côte d'Azur.

Les archives des architectes créateurs de villes balnéaires

Le fonds Maurice Vincent revêt à ce titre un caractère exceptionnel par le fait qu'il concerne une station dans son entier: Trouville. Architecte d'un grand nombre de villas et de la célèbre poissonnerie, promoteur du style régionaliste normand, Maurice Vincent a été partie prenante de la vie de la station au cours des années 1920, en tant qu'élu et responsable de l'office de tourisme pour lequel il conçut guides, affiches, panneaux publicitaires, etc.

De 1925 à 1938, son homologue Joachim Richard (1869-1960) joua un rôle équivalent pour la station d'Estérel-Plage à Saint-Raphaël dont il conçut le plan d'urbanisme, les équipements publics ainsi qu'un très grand nombre de villas et des hôtels.

Cette campagne de préservation des sources de l'architecture balnéaire, le plus souvent accompagnée de publications et d'expositions, a fait en son temps des émules car à l'exemple de l'IFA ont été créées des associations³ qui se sont donné pour but non seulement le sauvetage des archives d'architectes mais aussi, et surtout, la connaissance et la valorisation de tout un pan du patrimoine architectural et urbain situé sur le littoral français. Du fond de la Bretagne ou du Pays basque ont émergé des archives regorgeant de myriades de projets utopiques ou réalisés.

Les campagnes de l'Inventaire général du patrimoine culturel sur la Côte basque, particulièrement consacrées au patrimoine architectural de la villégiature, ont été enrichies par l'apport des archives préservées de divers architectes, de Gustave

Perspective du nouvel établissement de bains de Deauville, Georges Wybo architecte, 13 octobre 1911. SIAF/CAPA, fonds Georges Wybo, 177 IFA 30.



Huguenin à William Marcel, dont les splendides dessins sont venus à leur tour illustrer publications et expositions au cours des années 1990⁴.

Les dons de fonds d'archives se poursuivirent partout. En 2005, les héritiers de Benjamin Gomez firent don des archives de l'architecte et de son frère, Louis, à la ville de Bayonne. Il s'agit d'un des plus beaux ensembles de documents graphiques touchant une grande diversité de programmes, du casino à la villa en passant par le mobilier et l'aménagement de boutiques, œuvres de deux acteurs engagés dans la vie culturelle locale⁵.

Très récemment, en 2015, les Archives municipales de Bordeaux ont reçu le don généreux fait par la famille des archives de l'architecte Claude Ferret, urbaniste en chef de la reconstruction de la ville de Royan à partir de 1945. Les dessins de conception et d'aménagement du palais des congrès, du front de mer, du casino municipal, etc., sont donc désormais préservés et bientôt accessibles aux chercheurs⁶. Grâce à ce don, pour la première fois, de magnifiques dessins de Claude Ferret seront présentés dans une exposition d'envergure nationale.

Fonds privés et fonds publics

Il ne faudrait pourtant pas en conclure hâtivement que les archives de l'architecture balnéaire n'existaient pas avant les années 1990, au cours desquelles, il est vrai, a émergé une véritable prise de conscience de la nécessité de les préserver en masse autant que faire se pouvait. Les collections publiques conservaient déjà de longue date des archives d'architectes, pour certaines parfois depuis le début du xx^e siècle. Ainsi les Archives départementales de la Gironde ont reçu en 1908 les papiers de Gabriel-Joseph Durand, architecte et ingénieur de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde. Entre autres choses y sont conservés les dessins d'un projet d'établissement de bains pour la commune de La Teste-de-Buch sur les bords du bassin d'Arcachon.

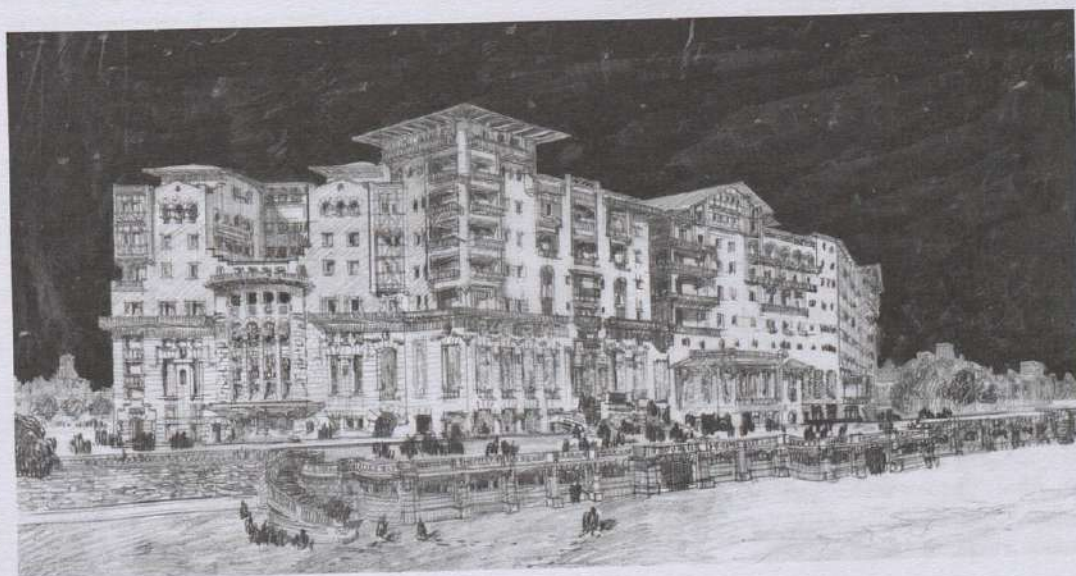
Les archives des architectes Arluc père et fils, auteurs d'immeubles, de villas et des grands hôtels de Cannes (Miramar, des Princes, Gonnet, de la Reine, Westminster), ont été données dès 1953 aux Archives départementales des Alpes-Maritimes. De même, c'est en 1977 que la ville de Brest a reçu les papiers d'Abel et Gaston Chabal à qui l'on doit le Grand Hôtel de

la Mer à Morgat (1885) ainsi qu'une grande partie de la station, dont le promoteur fut Armand Peugeot.

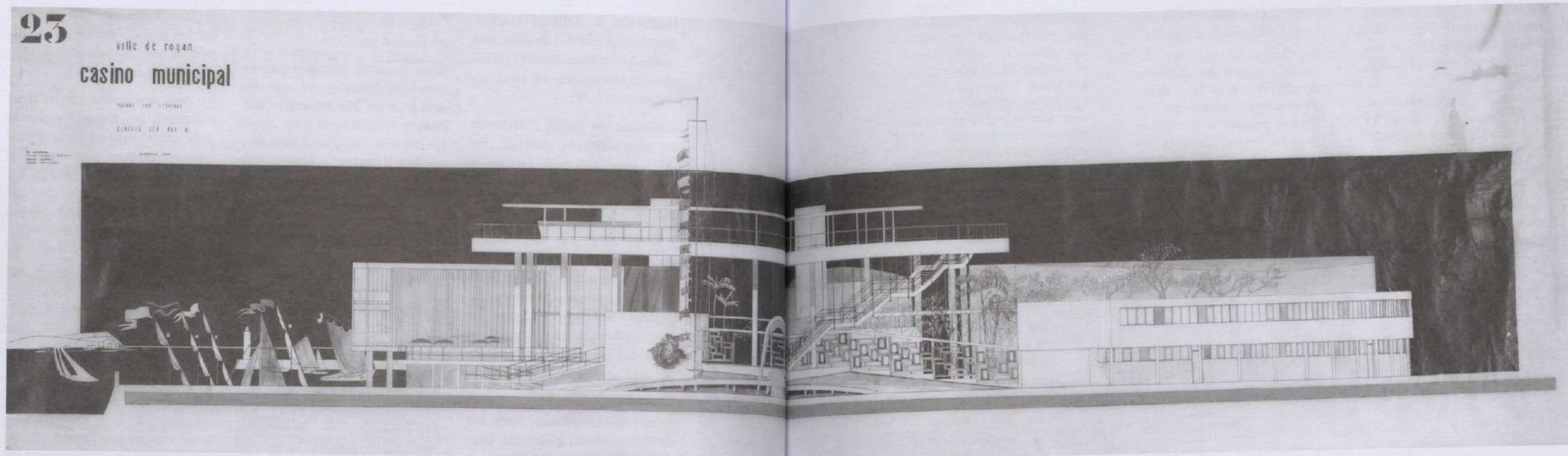
Au-delà des fonds privés d'architectes, les séries d'archives publiques recèlent quelques trésors, que ce soit dans les séries d'iconographie (Fi), les séries d'affaires générales (M et N), d'affaires communales (O) ou des travaux publics (S). Le domaine maritime étant de tout temps très réglementé, les séries concernant les affaires maritimes et portuaires peuvent parfois renfermer des documents ayant trait à des équipements projetés ou élevés sur le littoral, jetées, établissements d'hydrothérapie ou casinos. Une jetée-promenade conçue par l'architecte A. Sallé en 1882 pour le compte du baron Michel à Arcachon (AD33 S957) semble directement inspirée des exemples allemands et anglais et surtout de celle de Nice, aujourd'hui disparue, dont elle constitue une quasi-copie.

Le second xx^e siècle, les Trente Glorieuses du balnéaire

Le propos de l'exposition *Tous à la plage* qui se propose d'aborder la longue durée, du xviii^e siècle à nos jours, fait une large



Perspective du projet d'hôtel casino de La Pergola à Saint-Jean-de-Luz, William Marcel architecte, vers 1925. Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, fonds William Marcel.



Élévation du casino de Royan (Charente-Maritime), Claude Ferret, Pierre Marmouget et Adrien Courtois, architectes, novembre 1955. Archives municipales de Bordeaux, fonds Claude Ferret.

part à la période des Trente Glorieuses dont les prémices se situent à la veille de la Seconde Guerre mondiale, durant la période du Front populaire et dans la politique volontariste mise en œuvre pour permettre au grand nombre l'accès aux loisirs, en particulier par des mesures comme les congés payés.

Une des leçons tirées de la préparation de l'exposition *Tous à la plage* est que la mémoire de l'architecture balnéaire ne se résume pas aux seuls fonds d'archives d'architectes. Les utopies architecturales sont bien évidemment des sujets de prédilection pour des institutions vouées à la création sous toutes ses formes. Parmi les grandes collections muséales nationales, le Centre Pompidou possède des projets d'îles et de villes flottantes imaginées par Édouard Albert (*Île artificielle des arts et loisirs de la mer* à Monaco, 1963-1967) ou Paul Maymont (*Ville flottante Thalassa*, 1962). Dans la même veine, le Fonds régional

d'art contemporain de la région Centre-Val de Loire à Orléans, particulièrement intéressé par l'architecture prospective dès sa création, conserve les projets utopiques et parfois loufoques de l'architecte Guy Rottier (*Bulle en mer* au large de Nice, 1969, ou *Abri en eau de mer*, 1990). Ce sont là des preuves que l'univers balnéaire reste une source fertile d'imagination pour les artistes et les créateurs.

À côté des institutions nationales, des musées municipaux, particulièrement dédiés à l'histoire locale, renferment parmi leurs collections souvent polymorphes de nombreuses œuvres illustrant l'architecture du bord de mer. Le musée de Royan possède de très rares et très beaux dessins d'architectes pour des villas (dont une aquarelle de la villa Marquissette, aujourd'hui détruite, par Paul Quatravaux) mais également pour des projets de casinos, non réalisés, par les architectes Henri Laffilée et Édouard Geor-

Iconographie

Préserver les œuvres originales produites par les architectes est une tâche importante. Les représentations iconographiques des édifices, très souvent dénaturés ou détruits, sont aussi précieuses lorsqu'il s'agit d'en faire l'histoire et d'en garder la mémoire. Le musée de l'Île d'Oléron conserve des brochures de l'association L'enfance coopérative qui sont a priori les seuls témoins de l'état ancien de la Maison heureuse, colonie de vacances à Boyardville (1928-1929) et de l'aérium Monplaisir à Saint-Trojan (1924) deux constructions de L. Clément-Camus¹, la seconde ayant été détruite.

Aux Archives municipales d'Arcachon et aux Archives de la Gironde sont conservées des albums de tirages du photographe Alphonse Terpereau qui, dans la seconde moitié du XX^e siècle, a immortalisé la majorité des villas et des édifices publics de la station d'Arcachon pour certains aujourd'hui disparus (le buffet chinois de la gare, le

casino mauresque, le chalet de la famille Pereire, etc.).

Les collections de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine sont riches de centaines de plaques de verre datant pour l'essentiel de la première moitié du XX^e siècle et dues aux photographes Jules Girard, André Kertész, René Jacques, François Kollar, Henry de Lestrang, etc. Dans l'Entre-deux-guerres, Jean Giletta a élevé le reportage photographique dans les villes balnéaires françaises au statut de véritable production industrielle, préfigurant les grandes agences des Trente Glorieuses. La Library of Congress à Washington conserve des photochromes, procédé utilisé à partir des années 1890 pour réaliser les premiers clichés en couleurs, représentant non seulement les stations des côtes américaines (Palm Beach, Coney Island), anglaises (Blackpool, Margate) mais également les villes des littoraux européens de l'Océan atlantique (Biarritz, Fécamp, Malo-les-Bains) à la

mer du Nord (Ostende, Scheveningen). Tous ces reportages anciens illustrent de façon exceptionnelle les activités, loisirs et divertissements balnéaires en les montrant le plus souvent dans le cadre architectural, urbain et paysager qui les accueillent. Ces représentations photographiques sont indispensables pour faire comprendre au visiteur que l'architecture n'est pas que conception mais qu'elle est destinée à être parcourue, investie, qu'elle est adaptée aux usages utiles ou futiles.

Une exposition à dimension internationale et universelle comme *Tous à la plage*, retraçant l'apparition et l'évolution des villes balnéaires du XVIII^e siècle à nos jours, ne pourrait pas être conçue et encore moins réalisée sans l'existence de ces multiples ressources.

1. *Tous à la plage. Villes balnéaires du XVIII^e siècle à nos jours*, Bernard Toulhier, commissaire général, Corinne Bélier,

commissaire, Émilie Regnault et Franck Delorme, commissaires associés, Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris, 19 octobre 2016-13 février 2017.

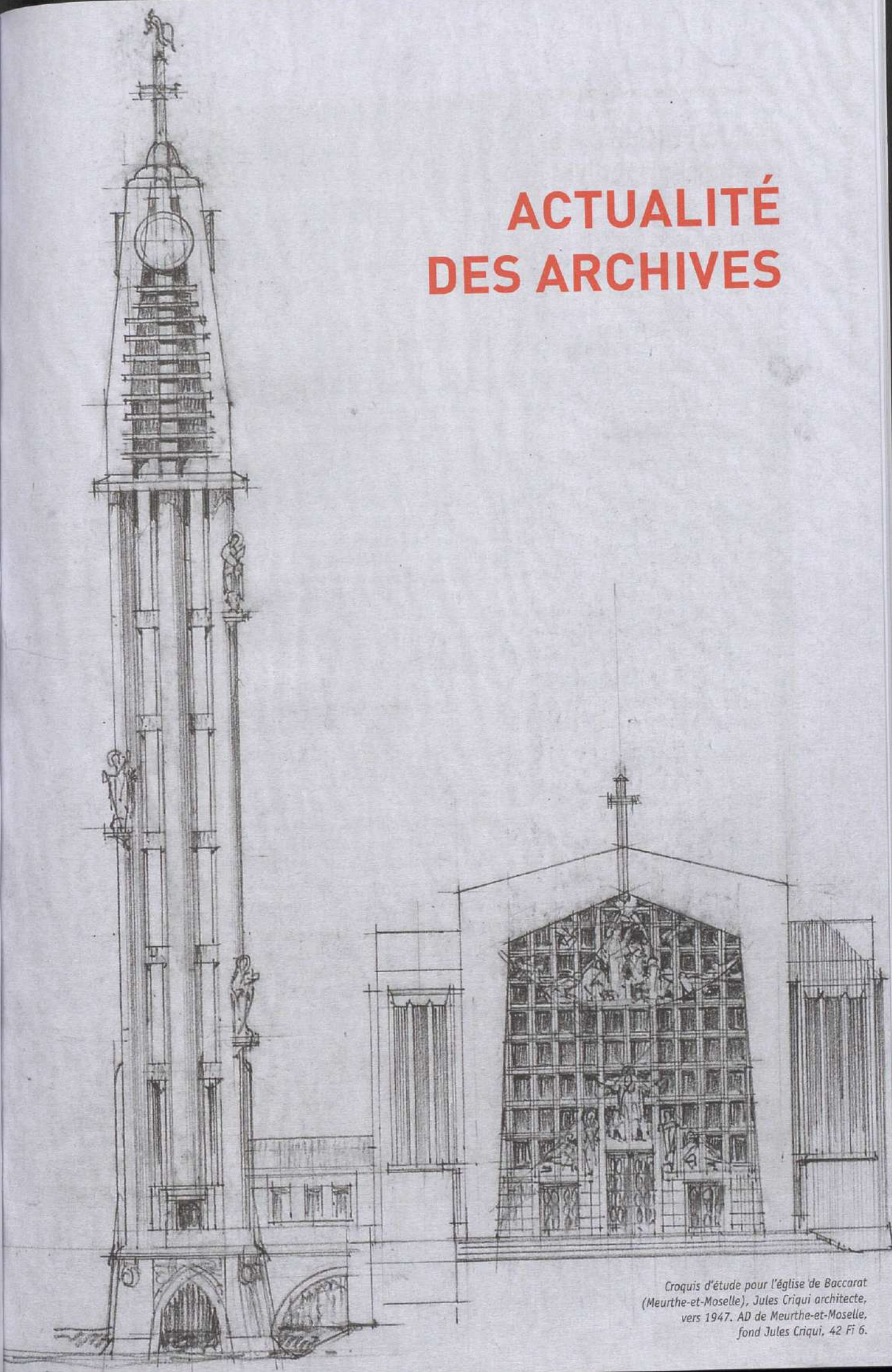
2. Corinne Bélier, « En villégiature à la Cité : les collections de la Cité de l'architecture et du patrimoine », *In Situ*, n° 24, 2014, Architecture et urbanisme de villégiature : un état de la recherche, consultable en ligne. Cet article rend compte de l'intervention sur le même thème au cours de la journée d'étude sur la Villégiature organisée à la Cité de l'architecture le 8 juin 2011 et dont une partie du numéro de la revue *In Situ* constitue les actes.
3. Les Archives modernes d'architecture de Bretagne en 1990, les Archives d'architecture de la Côte basque (aujourd'hui Centre de documentation et d'archives d'architecture) en 1991, pour ne citer que deux associations dont l'activité a un rapport étroit avec les stations balnéaires ; d'autres associations existent ou ont existé en Lorraine, dans le Nord, en Savoie, etc. (voir « La genèse des archives d'architectes », *Colonnes*, n° 30, 2014).
4. Notamment la publication pionnière : Maurice Culot et Gene-

- viève Mesuret (dir.), *Architectures de Biarritz et de la Côte Basque. De la Belle Époque aux années trente*, Paris, IFA/Mardaga, 1990, 143 p.
5. Jean Idiart, Claude Laroche et Hervé Soriano (dir.), *Louis et Benjamin Gomez, architectes à Bayonne, 1905-1959*, Bayonne, Musée Basque et de l'histoire de Bayonne, 2009, 159 p.
 6. Le fonds d'archives était auparavant conservé à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux où il était difficilement consultable.
 7. L. Clément-Camus était l'architecte attitré de L'Enfance coopérative, dont il a également conçu l'établissement La Maison joyeuse à Gérardmer dans les Vosges. Les trois établissements étaient meublés par Franz Jourdain (comme l'aérium Monplaisir), ceux de Boyardville et de Gérardmer étaient en plus décorés par le peintre André Hellé.
 8. Le catalogue de l'exposition, pas uniquement consacré aux aspects architecturaux et urbains, est rédigé par des historiens, sociologues et géographes. Il est abondamment illustré par des dessins, affiches, photographies, etc.: Bernard Toulhier, Corinne Bélier et Franck Delorme (dir.), *Tous à la plage. Villes balnéaires du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine/éditions Liénart, 2016, 301 p.

La plage et le kursaal d'Ostende (Belgique), photochrome, vers 1890-1900. Library of Congress, Washington.



ACTUALITÉ DES ARCHIVES



*Croquis d'étude pour l'église de Baccarat
(Meurthe-et-Moselle), Jules Criqui architecte,
vers 1947. AD de Meurthe-et-Moselle,
fond Jules Criqui, 42 Fi 6.*

ARCHIVES NATIONALES, PIERREFITTE-SUR-SEINE

Architectes de la reconstruction : les dossiers individuels de demande d'agrément

ALICE MARSAL

Chargé d'études documentaires, Département de l'environnement,
de l'aménagement du territoire et de l'agriculture

Secrétariat d'Etat
aux Communications

Commissariat
à la
Reconstruction Immobilière

Loi du 11 Octobre 1940

AGRÉE le 17.10.1942 sous le N° 3392 0/PARIS

à retourner en deux exemplaires au Commissariat à la Reconstruction
29 bis, AVENUE PIERRE-1^{er} DE SERBIE, PARIS-16^e
(Pour les Architectes résidant en zone occupée)
HOTEL CARLTON - VICHY
(Pour les Architectes résidant en zone non occupée)

et, domicile : 87, Bd St Michel - Paris 5^{ème}

NOM et Prénoms TOURNON, Paul, Alphonse, Antoine

Adresse Professionnelle : au 1^{er} Sept. 1939 228 Boulevard Raspail, Paris 14^e
: actuelle 228, Boulevard Raspail, Paris 14^e - Danton 51-62

Né à Marseille Dép. B. du R. le 19 Février 1881 Nationalité Français

~~Célibataire~~ Marié, Veuve Divorcé (biffer les indications inutiles).

Enfants (âges) aucun : 19 ans garçon : ans T/2

Situation militaire Dégagé de toute obligation militaire

Ancien Combattant 1914/18, Carte Oui 1939/40 Non

Décorations : Civiles Chevalier de la Légion d'honneur Officier de la Légion
" Militaires Croix de guerre d'honneur décerné
du 18.8.47

Instruction générale Commandeur des Arts et des Lettres à Paris le 11.4.60

Titres universitaires Bachelier

Études d'Architecture (Ecoles et apprentissage pratique)
ANNÉES
1902 à 1911 : Ecole Nationale supérieure des Beaux-Arts.

Diplômes obtenus D.P.L.G. Promotion 1912 Patenté depuis 1920

Sociétés auxquelles vous êtes affilié : S.A.D.G. - S.C. - S.A.M. -
Depuis quelle année : 1912

Fonctions exercées dans ces Sociétés Vice président S.A.D.G. Trésorier S.A.M.

Activités diverses touchant à la Profession Architecte en Chef des Bâtiments
Civils et des Palais Nationaux

Avez-vous actuellement votre bureau organisé ? Oui

Seul ou Associé ? Seul.

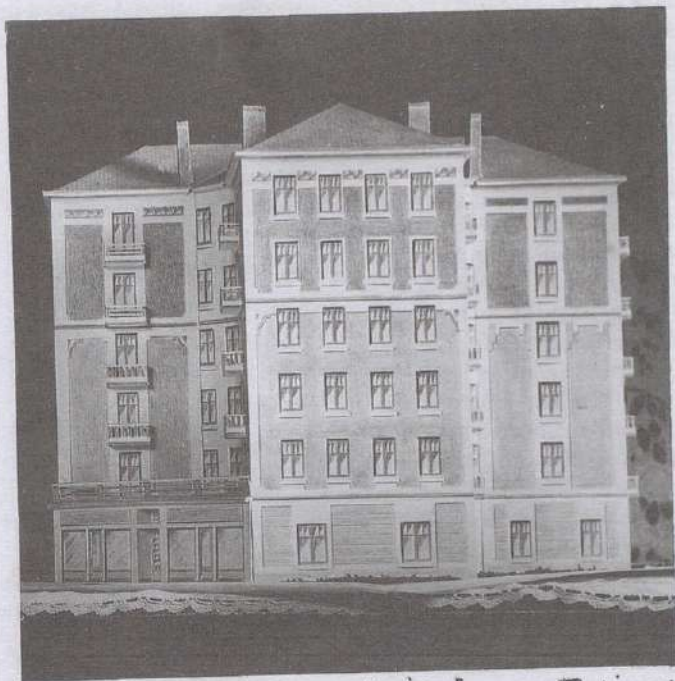
Administrations publiques ou privées dont vous êtes l'Architecte Bâtiments Civils.
Banque de France.

Etes-vous assuré sur la responsabilité professionnelle ? Non

A quelle Compagnie ?

(1) Une demande distincte doit être faite par chacun des membres constituant une Société ou une Association.

Formulaire
de demande
d'agrément de
l'architecte
Paul Tournon,
1942. Archives
nationales, versement
19771065-230.



Photographie d'une maquette d'un projet de bâtiment d'habitation présenté par Joseph Rousseau à l'appui de sa demande d'agrément. Archives nationales, versement 19771065-212.

Photo de Maquette au 1/50^{ème} - Nouveau Bâtiment
Conquête de la lumière, l'air, le soleil pour tous
Pour Construire une Économie de 30 à 40 %
au minimum
Plus de Vitrage, 16 Façades ornementées et symétriques
par J. Rousseau
N°1 56 Impasse Fontval Roanne (Loire)

Le fonds d'archives des agréments des architectes de la reconstruction¹ conservé aux Archives nationales est librement communicable depuis janvier 2016. Ce fonds, composé de plus de 12 000 dossiers nominatifs, fournit de nombreuses informations utiles à l'étude de la profession d'architecte des années 1940 aux années 1960. En outre, il apporte un éclairage sur la politique volontariste mise en œuvre par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) pour moderniser la France dans les années de l'immédiat après-guerre.

La Reconstruction, une politique volontariste et réformatrice

Depuis le XIX^e siècle, les questions d'urbanisme sont gérées par le ministère de l'Intérieur.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'État se dote d'une administration pour prendre en charge l'indemnisation des sinistrés et la reconstruction des édifices détruits : le commissariat technique à la Reconstruction immobilière, créé en 1940.

Institué dès la Libération, le MRU est le signe de l'ambition de l'État en matière d'urbanisme. Sur tout le territoire, les villes ont été gravement touchées. Le ministère a pour mission de conduire les travaux de déminage et de déblaiement, et d'indemnisation des sinistrés. Son action porte également sur l'aménagement du territoire et sur l'industrialisation de la construction, au moyen d'une politique réformatrice.

À l'instar des programmes menés sur les plans d'aménagement et les chantiers d'ex-

périences, la procédure des agréments est un des dispositifs mis en œuvre par le MRU pour organiser et normaliser la reconstruction. En effet, pour prétendre aux marchés financés par l'État, les architectes devaient obtenir l'agrément d'«architecte de la reconstruction» délivré par le ministère. Dans le contexte économique d'après-guerre, le marché de la construction étant dominé par l'appareil d'État, l'ensemble de la profession s'est soumise à cette procédure.

Les dossiers individuels de demande d'agrément

Les dossiers individuels de demande d'agrément conservés aux Archives nationales sont classés par ordre alphabétique. Outre la demande d'agrément, sous la forme d'un imprimé-type comportant l'état civil du demandeur, les dossiers donnent de nombreuses informations sur les architectes actifs durant l'après-guerre. Les professionnels sollicitant l'agrément ont des parcours et des formations variés : architectes, mais aussi ingénieurs ou géomètres. On trouve aussi des demandes d'agrément adressées par des coopératives de construction.

Les dossiers apportent des informations sur la vie des architectes (situation de famille, diplômes, situation militaire), ainsi que des indications sur leurs principales réalisations. S'y trouvent donc parfois aussi des plans, des photographies ou encore de la correspondance. Celle-ci porte sur des sujets aussi variés que le règlement des honoraires, diverses promotions ou des affaires de contentieux.

Une très grande partie des architectes a été concernée par les chantiers de reconstruction. Aux côtés des dossiers d'architectes renommés (Fernand Pouillon, Pol Abraham, Paul Tournon...), on trouve les dossiers de très nombreux archi-

tectes moins connus. Quelle que soit l'issue (accord ou refus) de la démarche d'agrément, tous les dossiers ont été conservés.

La politique des agréments et la mutation du métier d'architecte

À la Libération, les débats sont nombreux sur la définition de la profession d'architecte en regard des activités d'autres acteurs comme les urbanistes, les ingénieurs et les géomètres. Après l'instauration de l'Ordre des architectes en 1940 par le Gouvernement de Vichy, la profession, alors en pleine restructuration, évolue profondément sous l'impulsion des chantiers pilotés par le MRU.

La procédure d'attribution des agréments permet au ministère d'exercer un contrôle sur l'activité des architectes et de s'assurer de l'application de sa politique. Entre 1940 et 1944, les architectes furent agréés par le commissariat de la Reconstruction immobilière, puis entre 1946 et 1954 par une commission spécifique au sein du MRU. À cette occasion, les agréments précédemment accordés furent révisés. Entre 1945 et 1951, l'inscription à l'Ordre étant un préalable indispensable, nombre d'architectes qui n'avaient pas rempli cette formalité se virent privés de leur agrément.

La commission avait établi différents types d'agréments. La nature des travaux que pouvait exécuter un architecte dépendait de la catégorie dans laquelle il avait été inscrit et dont la mention se trouve dans son dossier individuel. La catégorie TF «très favorable» ouvrait au titre d'architecte en chef et permettait d'exercer sur le territoire national. La catégorie F1 «architecte de talent» autorisait l'architecte ainsi qualifié à mener des travaux dans d'autres départements que celui où était implantée son agence. Les catégories F2 «architecte courant», F3 «architecte pas-

sable», FD «architecte débutant», FC «favorable collaborateur» permettaient l'obtention de chantiers de reconstruction uniquement dans le département d'exercice de l'architecte².

Source importante, le fonds des dossiers d'agrément des architectes a récemment fait l'objet d'un inventaire détaillé afin de faciliter la recherche parmi les 12 000 dossiers conservés³. D'autres fonds d'archives viennent compléter ce volumineux ensemble nominatif. Ainsi, la consultation des documents retraçant l'activité du ministère pour l'attribution des agréments est riche d'enseignements: procès-verbaux des commissions d'agrément (cote 19771066), dossiers de principes et réglementation (cote 19771061), conférences départementales des architectes de la reconstruction (cote 19771064). Ces archives permettent de mesurer l'ampleur de la politique alors menée par l'État et

de contextualiser le travail des architectes, maîtres d'œuvre de cette politique.

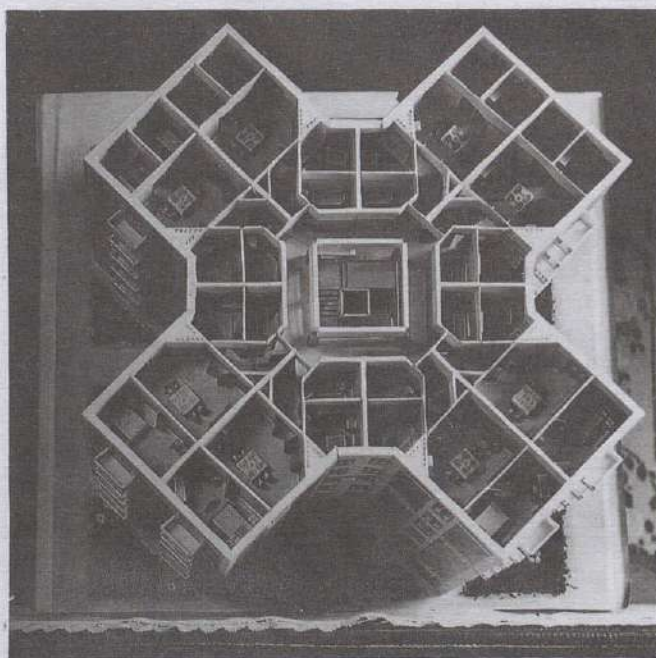
Contact

Archives nationales
Département de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'agriculture
59, rue Guynemer - 90001
93383 Pierrefitte-sur-Seine
cedex

Tél: 01 75 47 23 41

alice.marsal@culture.gouv.fr

1. Cote Archives nationales: 19771065.
2. Voir le texte intitulé «Les hommes de l'art» que Danièle Voldman consacre à ce sujet dans son ouvrage *La reconstruction des villes françaises de 1945 à 1954, histoire d'une politique*, Paris: 1997.
3. L'inventaire est accessible en ligne, via la salle des inventaires virtuelle des Archives nationales.



Un seul Escalier desservant 8 logements
bien indépendants par étage
-Foule d'autres combinaisons avec même formule
Coupe de la Maquette au 5^{ème} Etage figurant:
4 logements de 3 pièces et dépendances
4 -2^{ème} de 4 -3^{ème} -2^{ème}
N°2 par J. Rousseau
56 Impasse Fontval
Roanne (Loire)

Photographie d'une maquette d'un projet de bâtiment d'habitation présenté par Joseph Rousseau à l'appui de sa demande d'agrément. Archives nationales, versement 19771065-212.

Histoires de collectes : les fonds d'archives des architectes Denis Sloan et Antoine Grumbach entrent aux ANMT

VINCENT BOULLY

Conservateur du patrimoine, responsable des fonds d'archives

DÉBORAH PLADÿS

Secrétaire de documentation, chargée des archives d'architectes

Fidèles à leur tradition de conservation et valorisation des archives d'architectes¹, les Archives nationales du monde du travail, service à compétence nationale du ministère de la Culture et de la Communication, ont pris en charge en 2015 deux fonds d'architectes d'envergure interna-

tionale : Denis Sloan et Antoine Grumbach.

Ces fonds d'archives privées sont entrés par voie de don fait à l'État. Dans les deux cas, l'architecte, propriétaire des archives, soit en son nom personnel, soit en tant que représentant légal de l'agence, a

adressé une lettre d'intention de don, précisant les modalités de communication *in fine* des archives. Une lettre d'acceptation du don par le service bénéficiaire y a répondu favorablement. Cette procédure administrative permet ainsi qu'en tant qu'archives privées devenues propriété publique, ces deux fonds soient



Denis Sloan
et Deborah Pladys
lors d'une séance de tri
en Ardèche, mai 2015.
Cliché Vincent Bouilly.

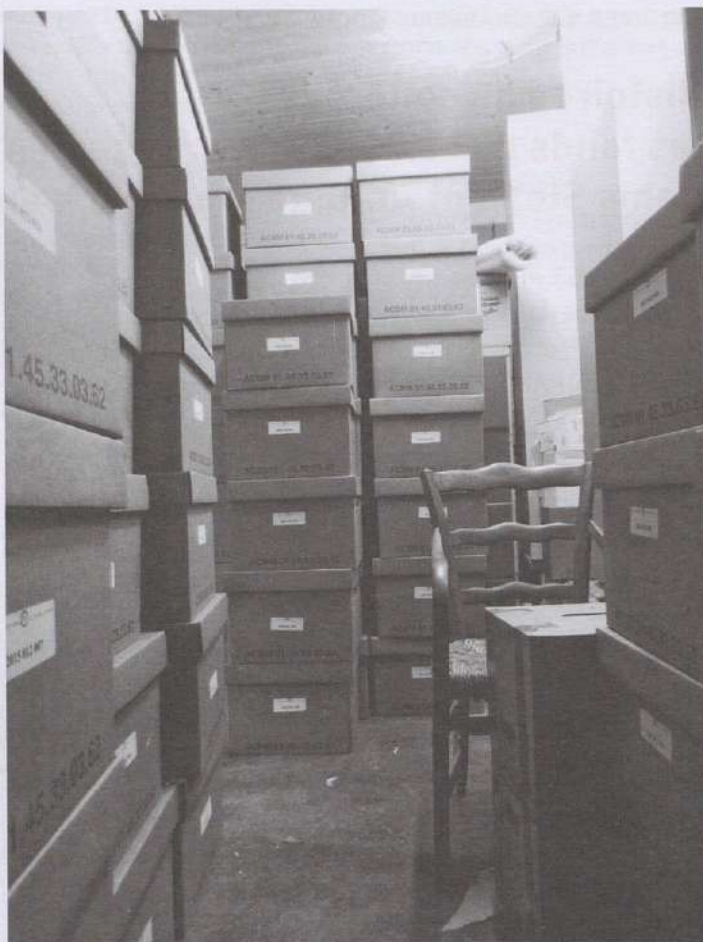
protégés comme des trésors nationaux tels que les définit le code du Patrimoine.

Si les deux fonds ont juridiquement le même statut, leur collecte, c'est-à-dire leur prise en charge matérielle et leur transport jusqu'au service de conservation, s'est pourtant déroulée dans des conditions différentes, nécessitant pour les archivistes une adaptation de leurs pratiques. En raison de la pluralité des sites de stockage pour les archives de Denis Sloan, il a été nécessaire de procéder à plusieurs convoiements et à plusieurs jours de travail intensif en Ardèche en mai 2015. À l'inverse, les archives d'Antoine Grumbach présentaient l'avantage de l'unicité du lieu de stockage ; mais face à l'urgence de la prise en charge à organiser, il a fallu définir des critères restrictifs de sélection pour ne prendre qu'une partie des cartons amassés dans l'agence. Deux fonds d'archives d'architectes d'envergure internationale, deux méthodologies de collecte différentes, mais un même intérêt patrimonial pour l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme dans la seconde moitié du ^{xx} siècle.

Le fonds Denis Sloan (2015_012 et 2016_002)

Les prémices de la collecte du fonds Denis Sloan (né en 1934) remontent à plusieurs années. L'architecte, très sensible à la conservation et à la transmission de ses archives, a d'abord pris contact avec les Archives d'architecture du ^{xx} siècle (Cité de l'architecture et du patrimoine) en 2008, six ans après la fermeture de son agence. L'équipe de la CAPA avait alors effectué plusieurs visites des locaux où étaient stockées les archives, mais le mètreage conséquent qu'elles représentaient n'avait pas rendu possible leur transfert vers ses magasins de la rue de Tolbiac à Paris ou sa réserve de Provins.

En janvier 2015, en accord avec la CAPA, Denis Sloan s'adresse aux Archives nationales du monde



Les diapositives et dossiers d'affaires de Denis Sloan stockés en Ardèche conditionnés pour faciliter leur transport, mai 2015. Cliché Vincent Bouilly.

du travail qui répondent positivement à sa demande de prise en charge de ses archives. Celles-ci étaient essentiellement conservées dans deux endroits : le premier à Paris, dans le sous-sol d'un immeuble construit par Denis Sloan, rue du Docteur-Laurent dans le 13^e arrondissement, et le second en Ardèche, dans le village de Sceautres, où l'architecte avait déjà transféré un volume conséquent de ses archives. Une série de classeurs réunissant de la documentation sur différents projets menés est encore conservée à son domicile. L'organisation logistique de la collecte était donc confrontée à l'ampleur du fonds, à la problématique des différents lieux de stockage, et surtout à la distance entre Roubaix et l'Ardèche.

Les échanges avec Denis Sloan ont permis de procéder à une

première estimation du fonds, tant en termes de volume que de typologies de supports. Cette évaluation a pu être complétée lors de la première rencontre avec l'architecte, à l'occasion d'une visite de repérage du local situé à Paris.

En raison de leur proximité géographique, il a été décidé de débiter par la collecte de ces archives « parisiennes ». De plus, les dossiers comprenant plans et pièces écrites avaient déjà été identifiés et mis en cartons par l'architecte, lequel avait été guidé par les archivistes de la CAPA pour procéder à des éliminations dans ses archives. 82 mètres linéaires d'archives et 4 premières maquettes ont pu rejoindre les Archives nationales du monde du travail lors de ce premier transfert en mars 2015. À leur réception, ils ont



Dans la cave de son agence, Antoine Grumbach présentant une maquette de son projet Garden Bridge à Londres, juillet 2015. ANMT, cliché Vincent Bouilly.

été reconditionnés puis rangés en magasin. Cette collecte, organisée en tenant compte des disponibilités de Denis Sloan, s'est poursuivie et achevée au mois de mars 2016 : les derniers dossiers, tubes de plans, cartons à dessins et 20 maquettes qui se trouvaient encore à Paris ont alors été pris en charge par les ANMT.

S'agissant des archives « ardéchoises », leur collecte a été organisée à la mi-mai 2015. Contrairement à celles stockées à Paris, le parti retenu a été de procéder à un reconditionnement préalable sur place. Deux jours ont été nécessaires pour mettre en carton les diapositives, négatifs, tirages photographiques, classeurs et dossiers d'affaires rangés dans des armoires et tiroirs à dossiers suspendus. Ce travail a été réalisé par deux archivistes qui ont pris soin, en

même temps qu'ils remplissaient les nouveaux conditionnements, de rédiger un bordereau listant les projets, avec les typologies documentaires afférentes et leurs dates extrêmes. Pendant cette séance de travail intensive, Denis Sloan classait par projets les plans et esquisses de grandes dimensions, conservés dans des meubles à plans. Il faut souligner que son aide, sa disponibilité et son implication dans le travail de tri, d'élimination et d'identification des documents ont fait gagner un temps précieux dans la prise en charge des archives et en feront encore gagner lors du classement final du fonds : ce dialogue fructueux évite notamment des erreurs d'attribution de documents non référencés.

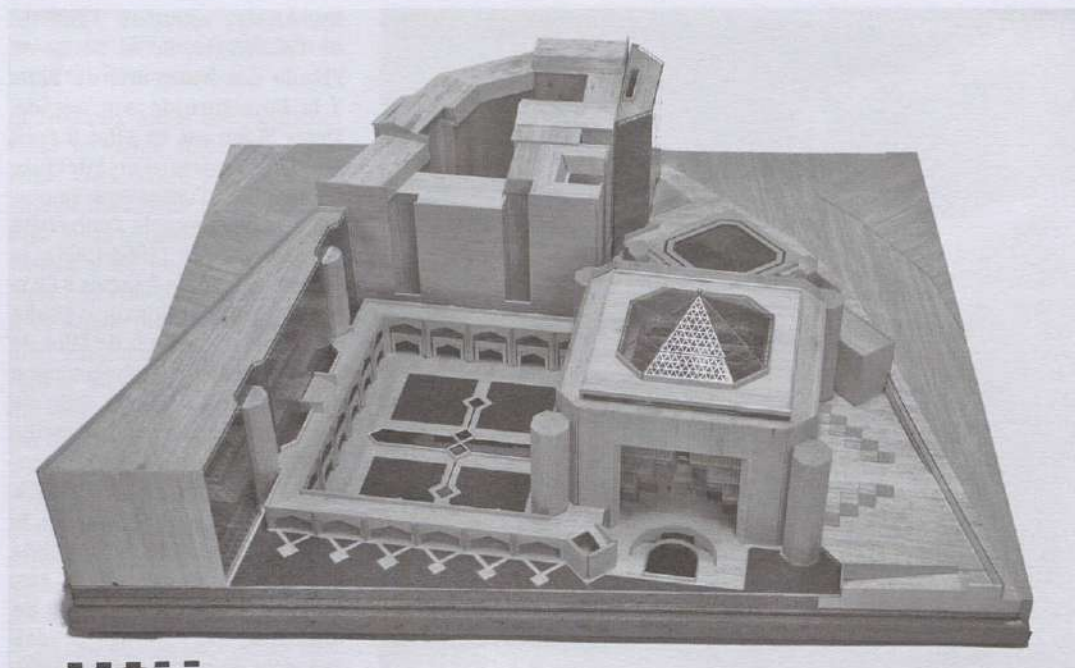
À l'issue de la collecte, ce sont 275 mètres linéaires d'archives et 32 maquettes qui ont rejoint

les ANMT, retraçant l'activité de l'architecte, de sa sortie de l'École des beaux-arts de Paris à la fermeture de son agence. Denis Sloan est en effet à l'origine de projets d'architecture publique et d'urbanisme importants parmi lesquels l'université de Madagascar (1963-1966), le projet du pavillon français à l'Exposition internationale d'Osaka (1970), la rénovation de l'îlot de l'ancienne École polytechnique à Paris (1980-1994), la salle de spectacles Le Dôme de Marseille (1992-1994) et le projet d'extension d'Erbil en Irak (1985-1990). Ses archives sont également le reflet de l'évolution du travail de l'architecte : les carnets de croquis des années 1960 côtoient les disquettes que l'agence produisait déjà dans les années 1980, et le fonds tel qu'il est conservé rend compte de la diversité des supports utilisés en quarante ans de création architecturale.

Le fonds Antoine Grumbach (2015_030)

La mise en relation entre les Archives nationales du monde du travail et l'architecte Antoine Grumbach (né en 1942), ancien élève de l'École des beaux-arts de Paris, professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, s'est faite le 16 juin 2015. Soucieux de la préservation de ses archives dans le contexte de mise en liquidation judiciaire de son agence, Antoine Grumbach adresse, le 17 juin 2015, une lettre d'intention de don, précisant que son fonds d'archives présente la particularité de retracer toute sa carrière professionnelle, près de cinquante ans de création, d'enseignement et d'activités architecturales, urbanistiques et paysagères. Compte tenu de l'imminence de la fermeture de l'agence, le don est aussitôt accepté, avant une expertise *in situ* du fonds d'archives.

La première visite de l'agence, située quai de Valmy dans le 10^e arrondissement de Paris, a été



Maquette du projet de Denis Sloan pour l'Institut du monde arabe à Paris. ANMT, fonds Denis Sloan, 2015_012_Ma06. Cliché M. Fernandes.

l'occasion de se rendre compte de l'importance matérielle des archives: 15 mètres cubes de cartons de déménagement situés dans une cave, une centaine de cartons à dessins et plusieurs dizaines de tubes de plans, sans compter les quelque 200 autres tubes déposés auprès d'un prestataire privé. Dans la mesure où l'échéance d'enlèvement des archives de l'agence était fixée au 31 août, il est rapidement apparu que la totalité du fonds ne pourrait être prise en charge. Au terme d'un dialogue nourri entre l'archiviste et l'architecte à partir du *curriculum vitae* de ce dernier, une liste de près de 80 projets architecturaux ou études d'urbanisme a pu être établie comme étant la sélection des dossiers d'affaires à conserver sur les quelque 200 items recensés dans le *curriculum*.

Afin d'offrir un aperçu qui fasse sens, cette sélection conjugue différents critères. Selon une approche thématique, ont été gardés tous les projets portant sur les lieux d'enseignement supérieur (notamment l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines), les bâtiments culturels (tels le concours pour le Musée archéo-

logique d'Arles ou la proposition pour l'aménagement du musée Ledoux dans la Saline royale d'Arc-et-Senans) et les infrastructures de transport (en particulier la station de métro Bibliothèque-François-Mitterrand à Paris), permettant ainsi des comparaisons entre des projets situés à différentes étapes de la carrière de l'architecte.

Dans une approche géographique destinée à mettre en valeur sa stature nationale et internationale, il a été décidé de retenir tous les projets menés à Marne-la-Vallée (notamment les réflexions pour le concours de Val Maubuée et la construction de l'hôtel Sequoia Lodge pour Eurodisney), à Poitiers (l'hôtel de région, le bâtiment de la direction départementale de l'équipement et plus récemment l'aménagement du quartier de la gare), à Lyon, à Auxerre, c'est-à-dire dans des villes situées sur tout le territoire national, et même au-delà avec les projets à l'étranger (des constructions à Berlin à l'étude d'urbanisme du Grand Moscou en 2012 avec Jean-Michel Wilmotte).

En outre, plusieurs projets ont été conservés en raison de leur

intérêt pour l'histoire de l'architecture ou de l'urbanisme, par exemple l'étude du quartier des Halles pour l'APUR vers 1969 ou celle des mairies de Paris dans les années 1980, un projet pour l'exposition universelle de 1989, la réalisation du centre commercial Le Millénaire à Aubervilliers, les réhabilitations projetées ou réalisées de friches industrielles telles que Renault à Boulogne-Billancourt en 2000-2001, la cité des Dents de Scie à Trappes, ou encore le quartier des Flamants à Marseille.

La sélection retenue permet de conserver un important ensemble documentaire de l'architecte, de son diplôme de fin d'études aux Beaux-Arts de Paris en 1967, consacré à Montmorency, à ses études actuelles sur l'axe Seine et le Grand Paris. À cette série de dossiers d'affaires s'ajoutent une très riche diapotheque (près de 10 mètres linéaires), 26 maquettes – principalement des maquettes d'étude en papier –, des dizaines de carnets de notes et carnets de croquis, et une centaine de cartons à dessins et tubes de plans. Ce fonds d'archives représente au total près de 80 mètres linéaires.

Cartons à dessins, carnets de croquis et cartons d'archives d'Antoine Grumbach soigneusement étiquetés avant leur transfert, août 2015. Cliché Vincent Bouilly.



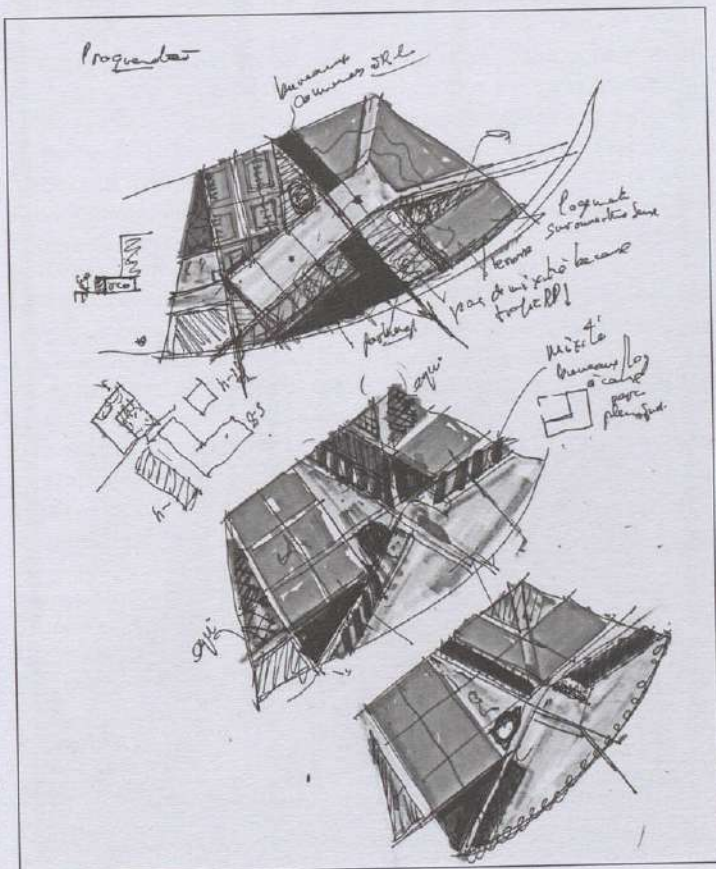
Il convient toutefois de préciser qu'une partie des archives d'Antoine Grumbach, à savoir les dossiers d'affaires pour des projets encore sous garantie décennale ainsi que la comptabilité et les archives administratives de l'agence, ont été pris en charge par un prestataire d'archivage. Ces archives ont vocation à être ensuite reversées aux Archives nationales du monde du travail, au terme de leur durée d'utilité légale pour le liquidateur.

Grâce aux bordereaux partiels rédigés au moment de la collecte, ces deux fonds d'archives d'architectes, cotés 2015_012 et 2016_002 pour Denis Sloan, et 2015_030 pour Antoine Grumbach, peuvent être dès à présent communiqués en salle de lecture aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix. Un classement plus fin des archives reste cependant à faire pour chacun d'eux.

Contact

Archives nationales
du monde du travail
78, bd du Général-Leclerc
CS 80405
59057 Roubaix cedex 1
Tél. 03 20 65 38 00
anmt@culture.gouv.fr

Croquis pour l'étude du réaménagement des terrains Renault à Boulogne-Billancourt en 2000, Antoine Grumbach architecte. ANMT, fonds Antoine Grumbach, 2015_030_181. Cliché M. Fernandes.



1. Frédérique Le Du, «Vingt ans de collecte et de valorisation d'archives d'architecture aux Archives nationales du monde du travail», dans *Colonnes*, n° 30, «La genèse des archives d'architectes», 2014, p. 68-72.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Le fonds de l'architecte Jules Criqui (1883-1951)

BERTRAND TONNELIER

Adjoint du patrimoine

JEAN-CHARLES CAPPRONNIER

Directeur adjoint

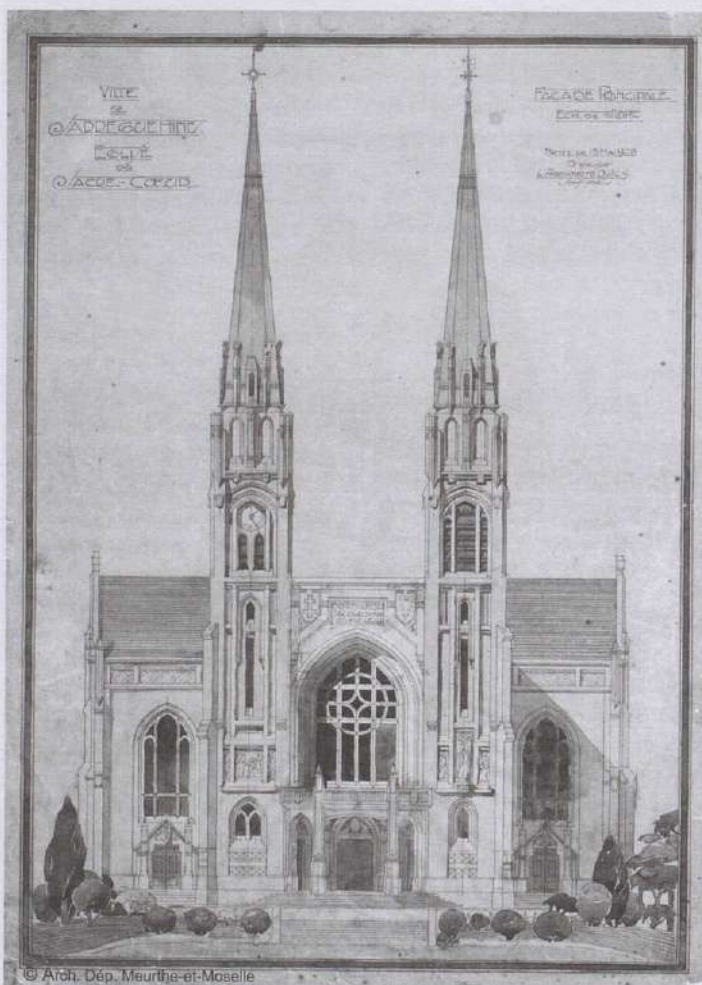
Les archives départementales de Meurthe-et-Moselle ont fait l'acquisition, au mois d'août 2015, d'un ensemble d'environ 500 plans qui, sous la cote 42 Fi, composent le fonds de l'architecte Jules Criqui. Soixante-cinq ans après sa mort, la récupération de ce corpus graphique constitue une heureuse surprise et l'occasion d'un coup de projecteur sur cet acteur majeur de l'architecture religieuse de l'Entre-deux-guerres en Lorraine.

Formation parisienne et réseaux nancéens

Né à Nancy en 1883, fils d'un menuisier, Jules Criqui devient en 1902 commis chez l'architecte Antoni Rougieux (1854-1923) lui-même élève de l'architecte Léon Vautrin (1820-1884) au moment où celui-ci construit le Sacré-Cœur de Nancy (1902-1906), tout en suivant les cours de l'école régionale des beaux-arts. En juillet 1907, il est admis premier de sa promotion au concours d'admission à l'École nationale des beaux-arts de Paris, où il intègre l'atelier d'Edmond Paulin, au sein de la section d'architecture. Il va mener de front de brillantes études dans le minimum de temps requis (trois ans) et sa carrière professionnelle, obtenant dès 1908 l'agrément d'architecte pour l'évêché de Nancy et Toul, grâce à la confiance de M^{re} Turinaz. Il entreprend dès cette date la construction de la basilique Notre-Dame-de-Lourdes à Nancy, où il s'établit définitivement en 1911.

Mobilisé dans l'infanterie en 1914, il revient de la guerre avec deux blessures et une décoration. La reprise de son activité d'architecte se traduit par l'achèvement de la basilique de Notre-Dame-de-Lourdes en 1924 et par la reconstruction d'une vingtaine d'églises et de plusieurs villages (dont Arrayet-Han, Chenicourt, Fey-en-Haye, Lesménils, Leyr, Lucey et Malleloy). Jules Criqui répond à tout type de commande,

bâtiments communaux ou privés, architecture domestique (plus de quarante maisons et immeubles à Nancy) comme industrielle (par exemple l'ensemble réalisé pour les mines de fer de Giraumont). Ce sont toutefois les édifices religieux ou liés à la communauté catholique qui constituent ses réalisations les plus marquantes, parmi lesquelles le foyer et la chapelle du Groupement des étudiants catholiques (GEC)



Élévation du projet d'église du Sacré-Cœur à Sarreguemine. 1928. AD de Meurthe-et-Moselle, fond Jules Criqui, 42 Fi 3.



Projet de mobilier pour l'église du Sacré-Cœur à Sarreguemines, vers 1928.
AD de Meurthe-et-Moselle, fond Jules Crique, 42 Fi 3.

à Nancy (1926), puis le grand séminaire de l'Asnée (1933-1936) et l'église Sainte-Thérèse (à partir de 1936) à Villers-lès-Nancy. En 1947, il est de nouveau chargé par les sociétés coopératives de reconstruction et de reconstitution des églises et édifices religieux sinistrés du département de Meurthe-et-Moselle d'établir les dossiers de dommages de guerre et les projets de reconstruction pour une dizaine d'entre elles (dont Azerailles et Baccarat). Une chute accidentelle sur l'un des chantiers de la reconstruction de Toul, où il est architecte d'opération, notamment pour la Place Ronde, provoque sa mort le 2 avril 1951, le jour même de son 68^e anniversaire.

Polyvalence stylistique et diversité esthétique

Comme bon nombre d'architectes issus de la formation aca-

démique de l'École des beaux-arts, Jules Crique sait s'adapter à une multiplicité typologique de programmes et de projets, en diversifiant le discours architectural et stylistique. Si, dans le domaine de l'habitation, il met en œuvre un vocabulaire qui mêle éclectisme régionaliste et répertoire art déco, pour ses réalisations urbaines, et régionalisme stylisé pour ses constructions rurales, les formules néo-gothiques épurées sont naturellement de mise pour l'architecture religieuse.

Certains programmes originaux, comme l'église-mémorial de Fey-en-Haye (1923-1924) qui célèbre les combats du Bois-le-Prêtre, permettent, aussi bien en plan qu'en élévation, la réalisation de formules atypiques. Ainsi, à Fey-en-Haye, Crique conçoit un double sanctuaire, cultuel et mémoriel, ce dernier solennisé en façade de l'édifice

par un vitrail de Jacques Gruber lisible aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'édifice. Quant au béton armé apparent en structure, Crique l'emploie de manière certes tardive, mais de façon parfaitement maîtrisée, sur le chantier de Sainte-Thérèse à Villers-lès-Nancy (1936). De même, l'église de Jésus-Ouvrier à Talange (1937-1947), dans le bassin sidérurgique de la vallée de la Fensch, conjugue l'emploi du béton apparent en structure et un décor sculpté associant, dans un répertoire à la fois néo-roman et art déco, la pierre de taille et le béton moulé.

Un fonds lacunaire mais complémentaire

Des archives graphiques de Jules Crique étaient déjà connues ou repérées dans plusieurs fonds d'archives publiques, notamment dans les séries O (contrôle des communes) et R (Première Reconstruction) des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle. Toutefois elles ne contiennent que des plans de présentation, d'adoption ou de validation des projets, et n'offrent généralement guère de renseignements sur la phase d'élaboration en amont et sur la phase d'exécution. Bien que très lacunaire, ne contenant pas de pièces écrites et centré presque exclusivement sur la période 1930-1950, le fonds, composé en quasi-totalité de calques, permet désormais de combler partiellement ces manques. S'il documente une vingtaine de bâtiments, c'est à des degrés divers, certaines œuvres, y compris majeures comme Notre-Dame-de-Lourdes et Sainte-Thérèse de Villers, n'étant illustrées que par quelques pièces d'aménagement tardif ou de conception de mobilier – qui ne sont pas négligeables pour autant.

À l'inverse, plusieurs dossiers graphiques s'approchent de la complétude. Celui du grand

séminaire de Villers-lès-Nancy contient cinquante plans du projet d'exécution, qui, ajoutés aux plans des structures en béton armé conservés dans le fonds de l'entreprise France-Lanord et Bichaton (113 J), offrent désormais une meilleure compréhension du bâti. Le dossier de l'église de Jésus-Ouvrier à Talange (Moselle) comporte près de 150 pièces qui vont des esquisses initiales vers 1933 jusqu'au dessin des détails décoratifs et du mobilier liturgique en 1945. Autre ensemble éclairant, la série d'études pour la reconstruction de l'église de Baccarat, où l'on voit l'archi-

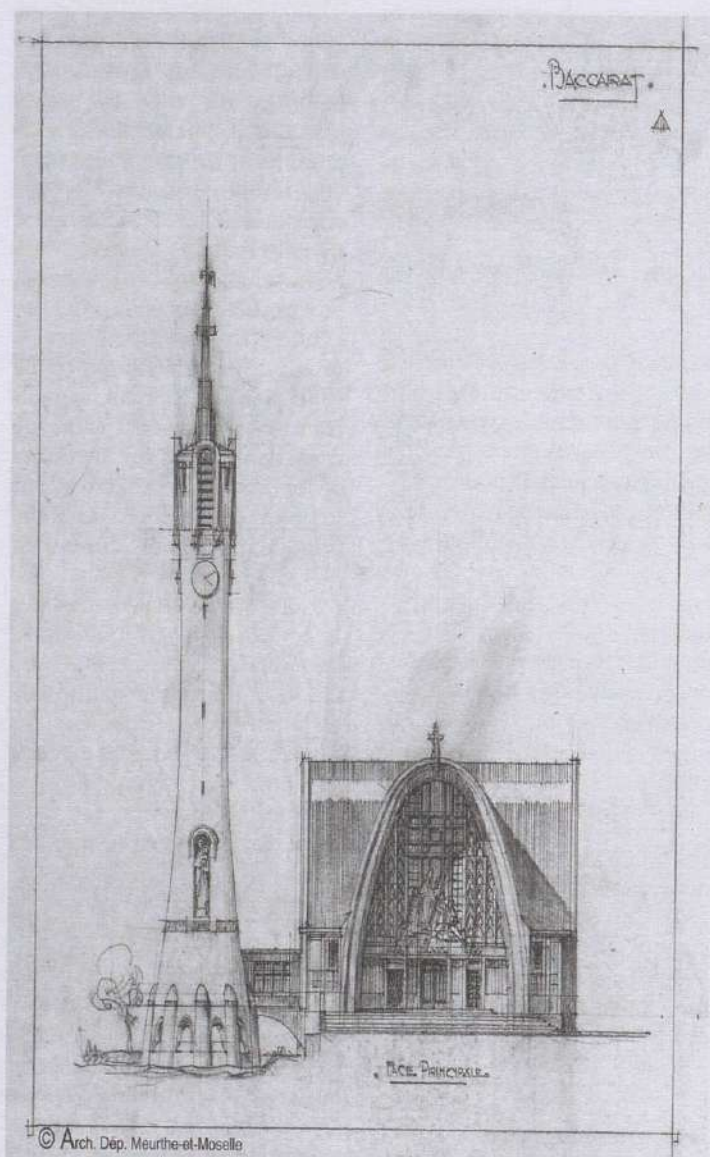
tecte capable d'élaborer entre 1947 et 1950 près d'une quinzaine de projets parfois fortement dissemblables, prouve sa capacité d'imagination à partir d'éléments historiques tout comme l'approche d'une certaine modernité.

Le fonds d'archives de Jules Criqui permet ainsi d'éclairer de manière substantielle, voire prolixe, la démarche de l'architecte et l'élaboration de projets majeurs du diocèse de Nancy, entre 1930 et 1951. Il fait également apparaître la participation méconnue de Jules Criqui aux projets et aux chantiers de la

Seconde Reconstruction, participation brutalement interrompue par sa mort prématurée.

Contact

Archives départementales
de Meurthe-et-Moselle
1, rue de la Monnaie
CS 75202
54052 Nancy cedex
Tél. 03 83 30 90 94
archives54@departement54.fr



Étude de façade pour l'église
de Baccarat (Meurthe-et-Moselle).
AD de Meurthe-et-Moselle,
fond Jules Criqui, 42 Fi 6.

Les archives de l'agence d'architecture Pierre Kopf et Suzanne Lavignac

LAURENCE BOURGADE
Archiviste au service des fonds

Les Archives départementales du Val-de-Marne ont reçu en dépôt en 1998 les archives de l'agence d'architecture Pierre Kopf et Suzanne Lavignac, active à Paris et Vincennes entre les années 1940 et 1980. Ce fonds vient d'être classé et est librement communicable.

Les archives retracent le quotidien d'une agence de taille modeste de la seconde moitié du ^{xx}e siècle. Son travail illustre l'activité des petites agences d'après-guerre et mérite une attention particulière pour ses différentes phases : la reconstruction de Caen et du Calvados dans les années 1940-1950, la commande publique avec la construction d'établissements scolaires et de

logements sociaux, et la commande privée avec la construction de pavillons d'habitation et de bâtiments industriels et l'aménagement d'appartements. Les deux architectes et leur dessinateur semblent avoir privilégié la qualité plutôt que la quantité. Chaque affaire est traitée avec le même soin : les dossiers minutieusement organisés dénotent un attachement à un travail bien fait, un souci du détail, et des préoccupations sociales malgré la contrainte des moyens financiers.

La carrière des architectes Pierre Kopf et Suzanne Lavignac

Pierre Kopf (1909-2003) et Suzanne Lavignac (1909-1979) se sont rencontrés dans les

années 1930 dans l'atelier de Roger-Henri Expert à l'École des beaux-arts de Paris. Ils forment un couple dans la vie et à l'agence. Malgré leur divorce en 1954, ils continuent à travailler ensemble jusqu'au décès de Suzanne Lavignac.

Ils s'associent en 1937 et remportent l'année suivante le concours pour la construction d'une école à Coulommiers. Mobilisé en 1939, Pierre Kopf est fait prisonnier mais parvient à s'évader et rejoint Suzanne Lavignac à Paris. Ils travaillent alors à l'aménagement d'appartements parisiens.

En 1946, ils intègrent les équipes chargées des opérations de reconstruction de la ville de Caen menées par l'architecte

Immeuble
d'habitation
et de commerces,
îlot KB unité 301
(actuellement boulevard
du Maréchal-Leclerc)
à Caen, photographie,
non datée. Archives
départementales
du Val-de-Marne,
fonds de l'agence
d'architecture
Kopf-Lavignac, 99J 14.





Cité Lamy à Caen, photographies et dessin, non datés. Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de l'agence d'architecture Kopf-Lavignac, 99J 14.

Marc Brillaud de Laujardière, auteur du plan d'urbanisme de la ville. Sous la direction du ministère de la Reconstruction et de l'urbanisme et des sociétés coopératives de reconstruction, ils réalisent plusieurs immeubles d'habitation et boutiques du centre-ville. Ils travaillent à la reconstruction dans le département du Calvados: bâtiments agricoles, église de Bourguébus et chapelle d'Hermanville. Ces affaires constituent l'essentiel de l'activité de l'agence jusqu'en 1956.

À partir des années 1950, l'agence répond à différentes commandes publiques: elle construit un ensemble de

logements sociaux pour l'Office public HLM de la ville de Paris et deux groupes scolaires en région parisienne. Elle se consacre aussi à la commande privée avec la construction d'immeubles d'habitation, de maisons individuelles et l'aménagement intérieur d'appartements et de locaux commerciaux.

En 1952, Pierre Kopf et Suzanne Lavignac installent leur agence au 109 rue du Cherche-Midi à Paris, puis ils la transfèrent en 1966 à Vincennes. L'activité ralentit à partir des années 1980 mais se poursuit jusqu'en 1997. C'est à la fermeture de l'agence que Pierre Kopf contacte les

Archives départementales du Val-de-Marne pour y déposer ses archives. Représentant 19 mètres linéaires, elles sont enregistrées sous le numéro de sous-série 99 J et inventoriées en 2013. Leur contenu varié laisse entrevoir plusieurs pistes de recherche.

Les programmes de reconstruction

En ce qui concerne la reconstruction d'après-guerre, les dossiers d'affaires, les plans, les albums photos rendent compte à la fois de l'ampleur des destructions et de l'influence du courant de l'architecture moderne sur les deux architectes. Il est intéressant de noter l'attention portée aux détails, aussi bien pour les bâtiments agricoles dans le Calvados que pour les immeubles d'habitation et les commerces à Caen.

Les préoccupations sociales des architectes

Les architectes semblent avoir toujours gardé en tête la qualité du logement, et particulièrement du logement à loyer modéré. En témoigne l'entretien accordé par Pierre Kopf en 1992 aux étudiants de l'École d'architecture de Paris-Villemin (cote 99 J 1). Dans une note au sujet de la construction de l'immeuble Calibourg à Caen (99 J 42), les architectes s'attachent à réaliser des logements sociaux confortables malgré des moyens réduits: «L'appartement-type multiplié le plus possible est un trois-pièces cuisine, salle d'eau, WC, [...] un séjour ouvert au soleil avec grand balcon». L'agence propose d'intégrer un chauffage au charbon alimenté par la cuisinière et un vide-ordures, équipements non prévus dans le programme initial.

Elle concourt aussi à un projet de villages-vacances et dessine plusieurs types de bungalows (99 J 145). En 1954, elle réalise des études de logements économiques familiaux homologués par la commission des projets

départementales à l'adresse http://archives.valdemarne.fr/archives-en-ligne/ead.html?iD=FRAD094_000183&c=FRA D094_000183_0001567&qid=as1469199663471.

1. David Peyceré, « Les éliminations dans le dossier de projet: esquisse d'un tableau de gestion », *La Gazette des archives*, n° 190-191, 2000.

Contact

Archives
départementales
du Val-de-Marne

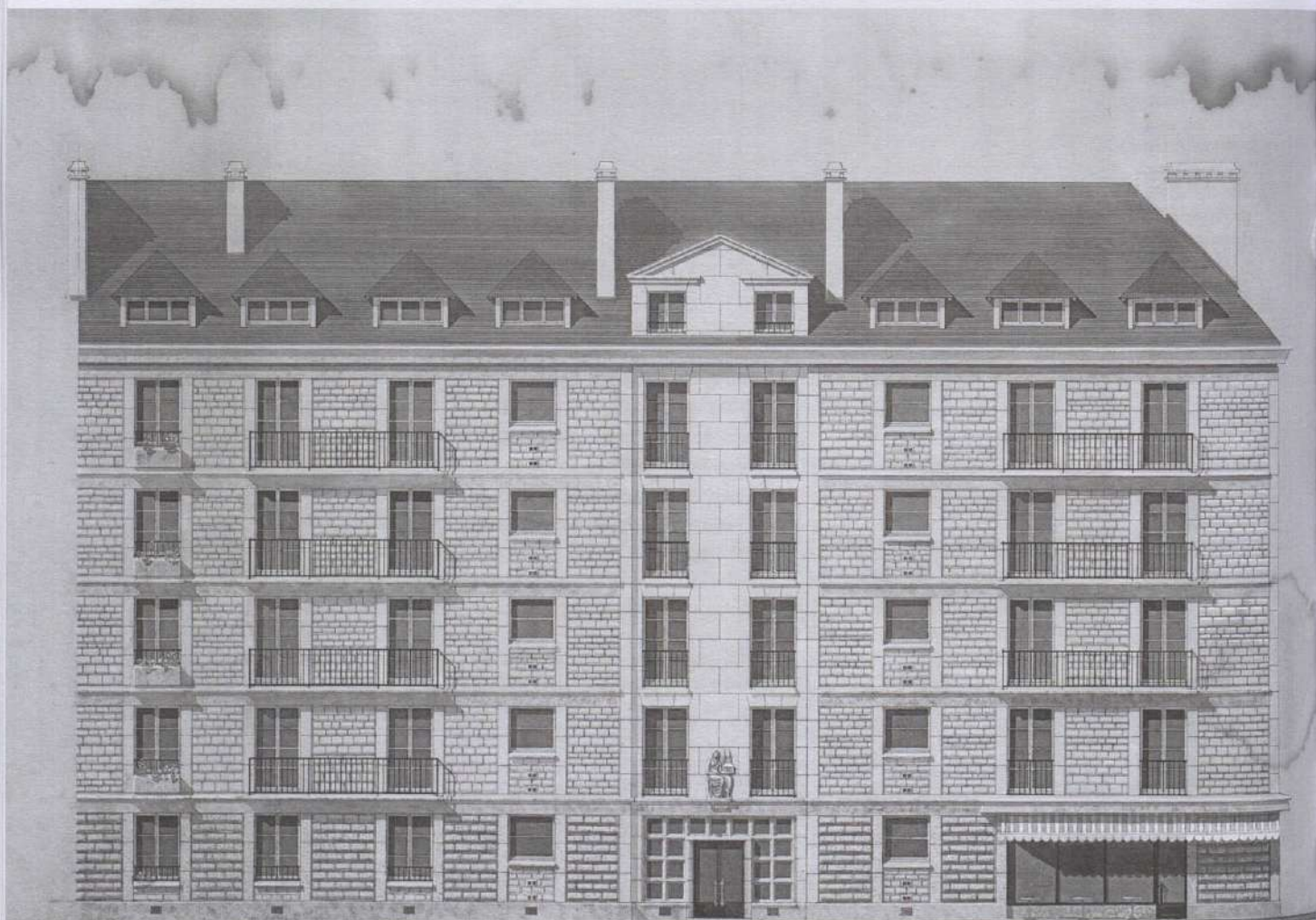
10, rue des Archives

94000 Créteil

Tél. 01 45 13 80 50

archives.valdemarne.fr

Élévation de l'immeuble Vaucelles à Caen, dessin, non daté. Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de l'agence d'architecture Kopf - Lavignac, 99J 147.



Implantation de l'ENS Lettres et Sciences humaines à Lyon, 1996-2004

CAROL DEMESSIEUX

Conservateur du Patrimoine, responsable de l'exploitation des archives

A lors que le bâtiment de l'École normale supérieure de Lyon, inauguré le 11 décembre 2000, fête cette année ses quinze ans d'existence, les Archives du Grand Lyon mettent à disposition des chercheurs un instrument de recherche méthodique présentant l'ensemble des versements qui constituent le fonds très riche de ce projet d'envergure. Un DVD a également été réalisé afin d'y associer des éléments contextuels, en particulier la parole de l'architecte Henri Gaudin.

Ce projet a l'intérêt de présenter, outre la réalisation d'un

ensemble marquant dans le paysage universitaire et scientifique de l'agglomération, l'intervention de la communauté urbaine de Lyon par convention avec l'État dans un domaine qui ne relève pas directement de ses compétences, mais bien de son savoir-faire technique.

Cette opération s'est aussi inscrite dans une volonté de réhabilitation d'un quartier de Lyon autrefois relégué aux portes de la ville, dédié aux abattoirs. Une transformation notable qui s'est accompagnée d'un prolongement des différents moyens de transports urbains et a aujourd'hui complètement

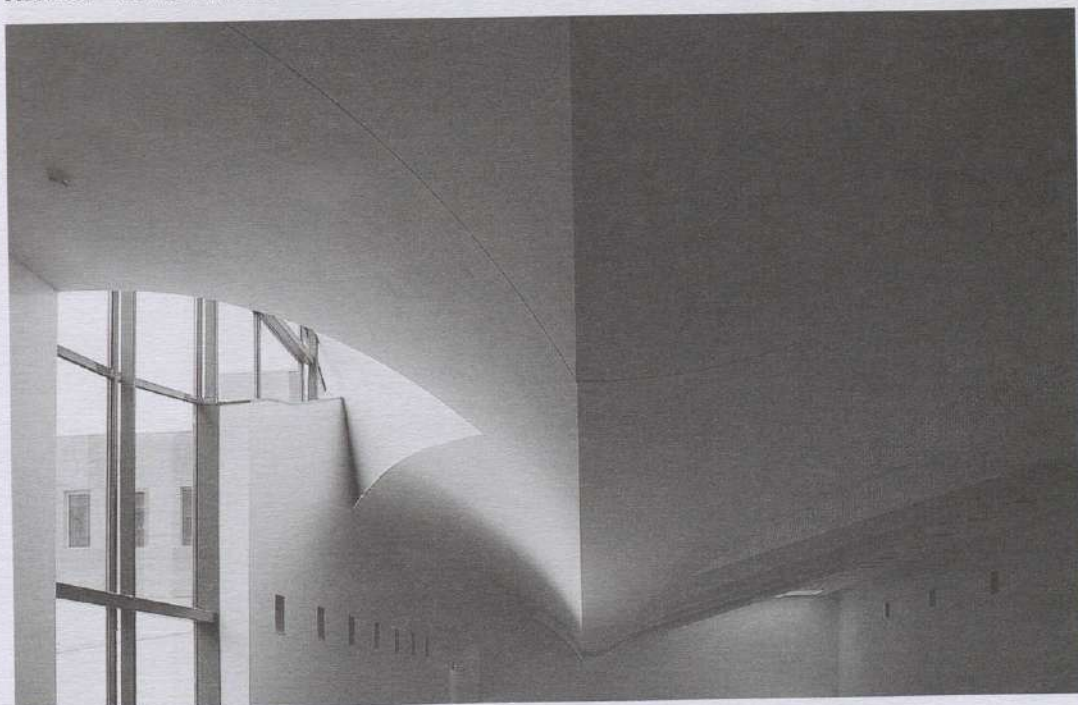
intégré le quartier de Gerland à la ville.

Tout d'abord, il convient de faire un retour sur l'enchaînement des décisions et opérations qui ont permis à ce projet de prendre forme dans des délais records.

La « délocalisation » de l'ENS Lettres

Dès le milieu des années 1970, et plus encore après les lois de décentralisation de 1982, la délocalisation en région des écoles normales supérieures de Fontenay-aux-Roses et de Saint-Cloud avait été envisagée

École nationale supérieure de Lyon, photographie de la voûte du forum, 2000. Archives communautaires du Grand Lyon, 5698W013. © Cabinet Henri Gaudin - MARTINELLI Antonio.



dans le cadre des politiques d'aménagement du territoire visant une meilleure répartition de l'offre d'enseignement supérieur en France. Par ailleurs les ENS avaient connu, dans les trois dernières décennies du XX^e siècle, des problèmes immobiliers croissants (notamment la vétusté et l'étroitesse des

locaux). Ces difficultés ont été la cause déterminante du départ de la section des Sciences pour le quartier de Gerland à Lyon en 1987.

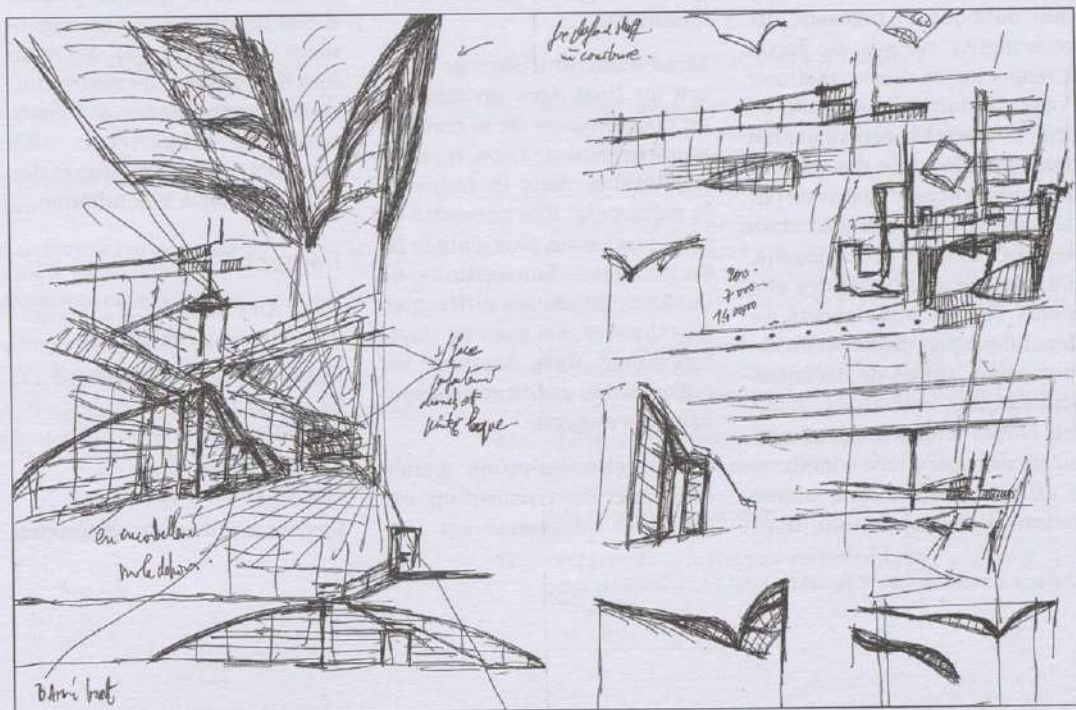
Au terme d'une nouvelle décennie de réflexions, le ministère de l'Éducation nationale décide de poursuivre la délocalisation de l'École avec la section des

Lettres, essentiellement parce que le maintien sur sites et une relocalisation en région parisienne se révélaient impossibles.

La candidature de Lyon est retenue en juillet 1996, pour une implantation à Gerland au cœur du 7^e arrondissement, choix confirmé par le Comité intermi-

Photographie de la zone arborée du parvis René-Descartes de l'École nationale supérieure de Lyon, 2000. Archives communautaires du Grand Lyon, 5698W032. © Communauté urbaine de Lyon - LEONE Jacques.





Esquisse d'Henri Gaudin pour le forum de l'École nationale supérieure à Lyon, vers 1997-1998. Archives communautaires du Grand Lyon, 5698W018. © Cabinet Henri Gaudin.

nistériel d'aménagement du territoire le 10 avril 1997. Au-delà d'un simple déménagement, la délocalisation est envisagée comme l'occasion d'une véritable « refondation » de l'ENS.

L'implantation à Lyon, fortement portée politiquement par les collectivités locales, représente un atout considérable pour contribuer à l'effort général de renforcement et de développement du Pôle universitaire lyonnais. Le choix du site correspond lui-même à un élan vers le regroupement, dans un ancien quartier industriel en cours de reconversion complète, d'activités nouvelles de haut niveau susceptibles de conforter l'image de compétence de l'agglomération.

La mise en œuvre du projet

L'État, la région Rhône-Alpes, le département du Rhône, la Ville de Lyon et la Communauté urbaine de Lyon se partagent le financement de l'opération. Le Grand Lyon est désigné comme maître d'ouvrage pour diriger

la construction des bâtiments. La convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 15 avril 1997 fixe un délai de réalisation particulièrement court puisque le nouveau site doit être opérationnel pour la rentrée scolaire 2000.

Début 1997, le concours de maîtrise d'œuvre est lancé par le Grand Lyon, auquel soixante architectes proposent leur candidature. Seuls quatre d'entre eux sont sélectionnés pour présenter un projet et c'est celui d'Henri et Bruno Gaudin qui est retenu. L'articulation entre l'école, la bibliothèque de recherche associée, le parvis et l'espace paysager central offrent une réponse idéale aux souhaits formulés dans le cadre du concours. Le programme faisait référence à l'idée de cloître, à laquelle les architectes ont répondu par la proposition d'un bâtiment à la fois intime et ouvert, lieu de déambulation et de discussion au sens médiéval du terme.

Le chantier débute en mai 1998, la construction proprement dite

en février 1999 et les bâtiments sont livrés au Grand Lyon à l'été 2000 pour une ouverture de l'ENS à la rentrée d'octobre. Ils sont officiellement remis à l'État en mars 2002.

Constitution du fonds

Les contraintes de délais associées à la complexité et à l'ampleur de l'opération (un site de 7,8 hectares, 54 000 m² de superficie de bâtiments, une opération d'environ 700 millions de francs) amènent le Grand Lyon à organiser pour la première fois une mission spécifiquement dédiée à la conduite d'un projet. Cette mission se voit ainsi confier l'ensemble des compétences techniques et administratives nécessaires.

Le fonds constitué par la collecte des documents produits par cette mission (dix versements au total, pour un volume après traitement de 34,52 mètres linéaires) permet donc de retracer un chantier exceptionnel par la taille de l'opération, par son empreinte architecturale, ses délais extrê-

mement courts et sa dimension politique. Il regroupe dix versements classés de façon à respecter et mieux restituer l'organisation et le déroulé du projet. Grâce à la centralisation d'une grande partie des aspects techniques et administratifs par la mission, ce fonds est relativement complet et homogène. S'il manque une partie des éléments relatifs aux aspects ne dépendant pas directement de la mission : prises de décisions stratégiques, questions ayant fait l'objet d'un règlement oral ou encore opérations connexes, il offre cependant une bonne vision d'une opération mar-

quante pour l'agglomération lyonnaise.

Cette maîtrise d'ouvrage s'inscrit au final dans un faisceau de compétences de la communauté urbaine de Lyon, reprises aujourd'hui dans le cadre de la métropole. Elle nécessite en effet une vision plus globale de l'organisation d'un territoire, de l'imbrication de ses différentes fonctions et des axes de développement dans lesquels les collectivités territoriales souhaitent s'engager.

Après cette opération menée avec succès, l'institution est d'ailleurs intervenue sur plu-

sieurs autres grands projets d'établissements d'enseignement supérieur, par exemple lors des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques à Villeurbanne.

Contact

Unité Archives
de la Métropole de Lyon
Hôtel de Métropole, niveau 0
20, rue du Lac
69003 Lyon
Tél. 04 78 63 47 19
Fax. 04 78 63 47 62
services.archives@grandlyon.com

CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

- 4** Fonds reçus, classés et mis en valeur en 2015
Par David Peyceré
- 11** Les archives de l'agence Pierre Dufau
Par Hugo Massire
- 16** Aventures d'un architecte russe au Maroc :
les archives de Boris Maslow
Par Vlada Boussyguina et Claire Déléry
- 21** Georges-Henri Pingusson exposé
Par Simon Texier
- 26** Le flux et le reflux des archives de la villégiature balnéaire
Par Franck Delorme

ACTUALITÉS DES ARCHIVES EN FRANCE

- 32** Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine
Architectes de la reconstruction : les dossiers individuels de
demande d'agrément
Par Alice Marsal
- 35** Archives nationales du monde du travail
Histoires de collectes : les fonds d'archives des architectes
Denis Sloan et Antoine Grumbach entrent aux ANMT
Par Vincent Bouilly et Déborah Pladys
- 40** Archives départementales de Meurthe-et-Moselle
Le fonds de l'architecte Jules Criqui (1883-1951)
Par Bertrand Tonnelier et Jean-Charles Capronnier
- 43** Archives départementales du Val-de-Marne
Les archives de l'agence d'architecture Pierre Kopf et
Suzanne Lavignac
Par Laurence Bourgade
- 47** Archives de la métropole du Grand Lyon
Implantation de l'ENS Lettres et Sciences humaines à Lyon,
1996-2004
Par Carol Demessieux

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
GUY AMSELLEM

RÉDACTEUR EN CHEF :
DAVID PEYCERÉ

COORDINATION ÉDITORIALE :
FRANCK DELORME

EN COLLABORATION AVEC LES ARCHIVES DE FRANCE (SIAF)

CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
PRÉSIDENT : GUY AMSELLEM

DÉPARTEMENT DES COLLECTIONS
DIRECTRICE : CORINNE BÉLIER

PALAIS DE CHAILLOT
1, PLACE DU TROCADÉRO ET DU 11-NOVEMBRE, 75116 PARIS
TÉL. : 01 58 51 52 00 FAX : 01 58 51 52 50

CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX^e SIÈCLE
127, RUE DE TOLBIAC, 75013 PARIS
TÉL. : 01 45 85 12 00
COURRIEL : DPEYCERE@CITECHAILLOT.FR - FDELORME@CITECHAILLOT.FR

CONCEPTION GRAPHIQUE : GUILLAUME LEBIGRE

MAQUETTE : JOËL MAFFRE - AVF Studio

IMPRESSION : DEJAGLMC

DÉPÔT LÉGAL 4^e TRIMESTRE 2016

ISSN 1151-1621

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

VINCENT BOULLY

LAURENCE BOURGADE

VLADA BOUSSYGUINA

JEAN-CHARLES CAPPRONNIER

CLAIRE DÉLERY

FRANCK DELORME

CAROL DEMESSIEUX

ALICE MARSAL

HUGO MASSIRE

DÉBORAH PLADÛS

DAVID PEYCERÉ

SIMON TEXIER

BERTRAND TONNELIER

